



GÉOPOLITIQUE DE CONQUÊTE ISLAMIQUE

Mémoire de géopolitique de l’Islam

**Mémoire de géopolitique
du chef d’Escadrons Xavier BARTHET
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l’Islam »**

Directeur : M. Bassam TAHHAN

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Géopolitique de conquête islamique
2. A4 CES BARTHET - Géopolitique de conquête islamique.doc
3. Chef d'Escadrons, armée de Terre, Xavier BARTHET, France
4. 12 mars 2007
5. Division A – groupe A4
6. Mémoire de géopolitique
7. Par les facteurs du temps long, le monde musulman est divisé mais l'islam n'en possède pas moins encore de nos jours une volonté intrinsèque de conquête face à ce qui lui est fondamentalement opposé : le monde non-musulman. De plus, par les facteurs du temps court, le monde musulman a aussi évolué et sa situation géopolitique présente une nouvelle donne qui peut permettre à l'islam de retrouver sa puissance car le jeu lui en est facilité grâce aux puissances intra-étatiques, étatiques ou trans-étatiques qui cherchent à l'instrumentaliser. Aussi, l'islam, combinant ces différents facteurs, peut repartir à la conquête du monde. Ce monde musulman, certes non unifié mais plutôt fractionné, retrouve alors le devant de la scène internationale par le jeu des forces islamiques qui agissent selon des modes d'actions différents selon la situation géopolitique du lieu.
8. Islam, facteurs, constantes, divisions internes, lutte pour le pouvoir, volonté de conquête, courant en réaction ou en opposition, changements, état des lieux, ressources, instrumentalisation, modes d'action, conquête pacifique, terrorisme, guerre.

GEOPOLITIQUE DE CONQUÊTE ISLAMIQUE

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : FACTEURS DU TEMPS LONG : LES CONSTANTES

Les divisions internes de l'islam dans la lutte pour le pouvoir

Volonté de conquête

Des facteurs d'unification

DEUXIÈME PARTIE: FACTEURS DU TEMPS COURT : LES CHANGEMENTS

L'état des lieux du monde musulman

Les ressources

L'instrumentalisation actuelle de l'islam

TROISIÈME PARTIE: LES MODES D'ACTION DE LA CONQUETE

La conquête "pacifique"

Le terrorisme islamique

La guerre islamique

GEOPOLITIQUE DE CONQUÊTE ISLAMIQUE

Mémoire de géopolitique de l'Islam

Introduction

« Les 1,3 milliards de musulmans ne se ressemblent pas tous. Loin de là. La carte du monde musulman est d'abord celle de peuples différenciés de longue date : Arabes, Turcs, Perses, Javanais, Malais, ethnies d'Afrique noire... Chacun de ces peuples existait bien avant la prédication de Mahomet au VIIe siècle, chacun d'eux avait déjà une histoire, une langue, une culture propre lorsque l'islam a fait irruption dans l'histoire mondiale. Mahomet a donné un drapeau aux Arabes, les a fait entrer dans l'histoire, à la faveur de l'épuisement des Perses et des Byzantins. L'islam fut d'abord la religion nationale des Arabes avant de devenir une religion à vocation universelle.

Quoique devenue rapidement trans-étatique, l'islam n'en est pas moins resté l'instrument de domination d'un ou plusieurs peuples musulmans sur d'autres peuples. Le califat des Omeyyades était arabe ; celui des Abbassides arabe et perse ; celui des Fatimides arabo-égyptien. Plus tard vinrent des califats à dominante turque. Cette diversité de peuples musulmans fait que l'islam a été une réalité de pouvoir unifié seulement sous les quatre premiers califes et que le califat islamique est très vite apparu comme un instrument servant une dynastie ethniquement identifiée à dominer d'autres peuples musulmans. » (Aymeric Chauprade, professeur de géopolitique au Collège interarmées de Défense (CID)).

L'islam a-t-il alors encore les moyens d'une conquête ou d'une reconquête comme fut celle de son âge d'or après une expansion fulgurante au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans une partie de l'Europe en l'espace d'un siècle ? Alors que la première guerre mondiale, qui a vu le démantèlement de l'Empire ottoman, a mis au second plan le monde musulman, alors qu'il y a cinquante ans les partis islamistes étaient partout en recul devant la montée des nationalismes, alors que les guerres israélo-arabes ont achevé de l'humilier, il apparaît aujourd'hui une remontée en puissance de ce monde musulman sur la scène internationale à tel point que l'on puisse parler d'une troisième expansion. Cependant cette quasi-renaissance du "phénix" est difficile à cerner, à apprécier, à homogénéifier et à globaliser.

En fait, une conquête islamique est en cours mais suivant des modes d'action adaptés aux "théâtre d'opérations". Cette conquête n'est pas la seule résultante des forces islamiques mais surtout le fait de l'interaction de ces forces avec les différents acteurs mondiaux cherchant à les instrumentaliser.

Si le monde musulman est divisé, l'islam n'en possède pas moins encore de nos jours une volonté intrinsèque de conquête face à ce qui lui est fondamentalement opposé : le monde non-musulman. Ces

facteurs sont ceux du temps long. Mais le monde musulman a aussi évolué et sa situation géopolitique présente une nouvelle donne qui peut lui permettre de retrouver sa puissance, différente du passé mais déterminante si le jeu lui en est facilité. L'islam n'est pas seulement une religion mais aussi un système politico-social qui édicte des règles qui enserrant toute la vie personnelle et communautaire. Cette caractéristique n'a pas échappé aux puissances étatiques ou trans-étatiques qui cherchent alors à l'instrumentaliser. Ces facteurs sont ceux du temps court. Alors, l'islam, combinant ces facteurs du temps long et du temps court, peut repartir à la conquête du monde. Non unifié mais plutôt fractionné, le monde musulman retrouve le devant de la scène internationale par le jeu des forces islamiques qui agissent selon des modes d'actions différents selon la situation géopolitique du lieu.

1 – Facteurs du temps long : les constantes

1.1 – Les divisions internes de l'islam dans la lutte pour le pouvoir

1.1.1 - Les divisions internes de l'islam dès la mort de Mahomet

A la mort de Mahomet, un successeur semblait naturel, son cousin Ali. Celui-ci était son premier disciple. Il était devenu son gendre en épousant sa fille Fatima. Mais Aïcha, l'épouse préférée ne veut pas de ce successeur. Elle intrigue pour faire élire comme premier calife son père : Abou Bak'r. Quand il meurt deux ans après, en 634, elle fait élire Omar un autre beau-père de Mahomet. Ce deuxième calife meurt de mort violente en 644. Une seconde fois, ce n'est pas Ali qui est choisi, mais Othman, lui aussi gendre de Mahomet. Il meurt à son tour de mort violente en 656 et Ali devient calife à sa place. Quand ce dernier est tué en 661, c'est Moawia, le gouverneur de la Syrie qui lui succède. Mais les partisans d'Ali font alors scission : Ce sont les Chiïtes. Ces quatre califes sont appelés par les musulmans ceux de l'âge d'or de l'islam. Ils sont leur référence même si les quatre sont morts de mort violente.

Les Sunnites tirent leur nom de la *Sunna*. Pour un musulman, c'est le deuxième livre sacré. C'est un complément du Coran, considéré comme lui-même infallible. Le Coran et la *Sunna* donnent les bases de l'organisation sociale. La *Sunna* est constituée d'un recueil d'anecdotes rapportant des faits et des paroles attribués à Mahomet et appelées "Hadiths". Deux recueils font autorité : celui d'El Bokhâri (mort en 870). En 97 volumes, il en avait d'abord recensé 300.000. Il en déclare 200.000 complètement apocryphes. Dans son recueil, il en garde 8.000. Celui de Moslim (mort en 874), contemporain du premier. Seul un petit nombre d'anecdotes remonteraient réellement à Mahomet. La plus grande part aurait été composée dans différentes circonstances avant d'être recueillies

méthodiquement au IX^{ème} siècle de notre ère, près de deux siècles après la mort de Mahomet. Selon l'ex-recteur de l'Université de Téhéran, Houchang Nahavandi : « On recense aujourd'hui 1.600.000 hadiths dont 40 seulement seraient authentiques... L'islamisme exploite cette inflation de hadiths. » Par ces ajouts successifs d'"hadiths apocryphes", on peut dégager déjà un premier élément qui tend à nous montrer une certaine utilisation de l'islam-religion comme islam-politique au service des autorités musulmanes en place. C'est à partir de la *Sunna* que bien des caractéristiques de la loi islamique (la *Chaari'a*) ont été établies. Les sunnites sont ainsi les hommes de la tradition par opposition aux Chiites qui se sont séparés en tant que partisans d'Ali et qui possèdent un "clergé" propre.

Une troisième divergence initiale est représentée par le kharidjisme (apparu après la bataille de Siffîn en 657) mais ses adeptes, les plus "démocrates", sont de nos jours très minoritaires, bien que leur rôle reste important localement où ils sont implantés (Oman, Yémen et en quelques points de l'Afrique du Nord sous la forme ibâdite).

De plus, parmi ces divergences, chacune est elle-même divisée en plusieurs courants ou écoles. Ainsi en est-il du sunnisme divisé en quatre écoles juridiques hanafite (la première et la plus tolérante), malékite (la deuxième et la plus traditionaliste), hanbalite (la plus dure) et chafiite (originaire de Gaza). Le wahhabisme, apparu au XVIII^{ème} siècle, l'un des courants de pensée les plus rigoureux, semble cependant affirmer de nos jours sa supériorité dans le monde sunnite. Il bénéficie de l'appui de l'Arabie saoudite qui déverse un flot d'argent continu, fruit des ventes de pétrole, pour étendre son prosélytisme de par le monde. Le chiïsme est lui-même également bien divisé. D'ailleurs, les hérésiologues musulmans affirment qu'il existe au moins soixante-douze sectes musulmanes.

Le monde musulman est donc réellement très divisé dans sa pratique de l'islam. C'est une première caractéristique du temps long car rien ne peut nous laisser supposer que ces divisions s'estomperont dans l'avenir.

1.1.2 - La lutte pour le pouvoir, les factions

Une fois qu'on a bien compris la permanence, dans les mentalités de l'islam, du principe en vertu duquel celui qui est le plus fort est automatiquement légitime car c'est Dieu qui lui a donné de l'être, on imagine facilement que la lutte pour le pouvoir puisse monter à la tête de certains. On connaît mal l'histoire quasi invraisemblable de l'Algérie avant l'arrivée des Français. « Les changements de dey se faisaient par des coups d'Etat. Ils se sont succédés jusqu'à quatre dans la même journée ! Le cuisinier ayant assassiné le dey, se trouve dey à son tour pendant deux heures. Puis il est assassiné par le chef des janissaires, qui à son tour se fait tuer... Des contingences font qu'à un moment donné, c'est l'un de ces chefs de rencontre qui représente le pouvoir. Il est évident qu'il régnera en despote impitoyable,

sachant que le premier signe de faiblesse signera son arrêt de mort. » (André Frament in *L'islam(isme) aujourd'hui*, éd. AFS, 2004).

Cette légitimation quasi divine de la force explique l'enseignement que nous ont donné le Père de Foucauld et le maréchal Juin : on ne convertira pas les musulmans si l'on n'est pas d'abord en position de force. A l'École d'artillerie de Châlons-sur-Marne, en 1959, des officiers de l'armée libanaise disaient : « Tant que nous contrôlerons l'armée et donc la force, nous aurons la paix. » Dès que le rapport de force a changé par la mise en place des camps palestiniens, les chrétiens se sont fait combattre.

Les factions vont donc avoir un rôle déterminant. Un article de *Spectacle du Monde* donne des exemples intéressants. « Historiquement, la plupart des États ou Empire islamiques ont été créés par une telle minorité militante et militaire — y compris les États contemporains comme l'Iran — fondé au XVI^{ème} siècle par la confrérie chiite des Séfévides, purifiée en 1979 par les Pasdarans (c'est-à-dire les gardiens de la Révolution !) ; l'Arabie Saoudite, organisée entre le XVIII^{ème} et le XX^{ème} siècle par la confrérie Wahhabite ; le Pakistan suscité en 1947 par les Naqshamandites ; la Libye, dont le premier roi Idriss était le chef des Senoussis. » Un petit groupe, un gang en quelque sorte, prend le pouvoir et devient ipso facto légitime, et leur chef usurpe le titre de Commandeur des croyants.

1.1.3 - La question du califat

Il y a eu une certaine homogénéité de l'islam pendant les quatre premiers califes. Ensuite, les divisions donnant les courants sunnite, chiite et kharidjite mirent fin à cet "âge d'or" de l'islam. Le Coran ignore l'organisation du califat. Quant à l'ancienne tradition, elle se contente de réclamer pour son titulaire une origine coraïchite (Qoraïch : tribu du prophète, commerçants à La Mekke). L'islam orthodoxe assigne au califat la mission de centralisation intérieure et de défense contre les dangers du dehors. Certains le conçoivent en plus comme un organe de validation pour les institutions canoniques, prière, contrats, mariage, etc. « Lentement élaborée par les juristes, depuis les temps de Mawardi (XI^{ème} siècle), la théorie des attributions du califat avait passé de la spéculation des écoles dans certains manuels de *fiqh* [droit positif de la loi islamique] et de là dans les *aqaid* ou catéchismes. Elle y figurait parfois avec la note de *fard kifaya*, devoir de suffisance, obligeant collectivement la communauté musulmane. (...) Le calife sunnite n'a aucun pouvoir législatif ; celui-ci réside dans la *charia*, comme le pouvoir judiciaire dans le corps des ulémas. (...) N'ayant qu'un pouvoir d'exécution, il doit maintenir au-dedans la cohésion de l'islam, assurer au dehors sa défense et son expansion. » (Henri Lammens, *L'islam, croyances et institutions*, 1926). Le califat sunnite, malgré un certain nombre de dissensions, d'absences ou de démultiplications, a cependant pu perdurer jusqu'au début du XX^{ème} siècle.

Pour le Père Lammens, grand spécialiste de l'islam du début du XX^{ème} siècle, la vision occidentale (y compris celle des orientalistes) du califat a été plutôt déformée (assimilation au Pontificat romain) et fantaisiste. L'Empire ottoman en a bénéficié par le jeu de traités internationaux avec des chefs d'Etat européens (le premier étant celui de Kutchuk-Kaïnardji en 1774) qui reconnaissaient une double autorité spirituelle et temporelle aux sultans des provinces musulmanes annexées, par la Russie par exemple. Un pseudo-lien spirituel calife-sultan a été ainsi créé, ce qui n'a pas manqué de permettre à d'anciens sultans comme Abdülhamid II (1876-1908) d'organiser leur agitation panislamiste. « On eût difficilement inventé une théorie plus directement contraire à l'enseignement de l'islam comme aux intérêts de l'Europe qui l'a favorisée à ses dépens ». (in *L'islam, croyances et institutions* par Henri Lammens, 1926).

La première guerre mondiale marqua le déclin du califat qui fut supprimé le 3 mars 1924 par les Jeunes-Turcs, au grand dam, seulement, des musulmans de l'Inde. Le roi Husseïn ibn Ali, Grand Chérif de La Mecque, se proclama calife deux jours plus tard. Il fut déposé le 13 octobre 1924 par les wahhabites. Hormis la tendance Hachimite (famille du prophète, gardiens de La Mecque jusqu'au soutien anglais des séoudites, a donné les rois d'Irak puis de Jordanie) de l'époque et les puissants comités musulmans des Indes d'antan, peu de farouches partisans se sont depuis exprimés pour le retour catégorique d'un calife. C'est même parfois un sujet qui gêne voire qui irrite certaines autorités musulmanes, même si la masse appelle plutôt de ses vœux le rétablissement du califat. La Jemaah Islamiyah (JI) en Asie du Sud-est (Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Singapour) considère le califat comme la seule forme de gouvernement acceptable.

Dans le monde chiite, la notion d'imam caché, sorte de "déformation caricaturale" du concept du califat, fait en revanche l'unanimité. Les chiites attendent ainsi le 12^{ème} iman (ou 7^{ème} selon la mouvance). Le problème étant cette fois-ci déporté sur celui qui peut y prétendre... et nombreux pourraient s'y risquer...

Un califat global (réunification autour d'un chef suprême de tous les musulmans) ne semble donc pas possible dans un horizon proche. Un califat pétrolier islamique, plus régional tout en restant indépendant, serait une demi-mesure mais ses ambitions seraient sans doute plus mercantiles que guerrières. Un contrôle accru des ressources énergétiques si nécessaire à l'Occident et à l'Asie pourrait donner alors à ce petit califat une situation de splendeur qui fut la sienne lorsqu'il était le passage obligé de la route du commerce entre l'Europe et l'Asie jusqu'au XVI^{ème} siècle. Mais, ce califat ne durera que jusqu'à épuisement des réserves en hydrocarbures, c'est-à-dire pas plus de cinquante ans environ semble-t-il. Il serait, probablement, quelque peu divisé en son sein, sauf si un très rude autoritarisme y règne, et plus opposé au monde chiite que face au reste du monde non-musulman. Ces oppositions seraient certes le produit d'un conflit sur le plan religieux, mais également sur le plan de lutte pour le pouvoir régional et aussi sur le plan économique tant il est vrai que musulmans restent de très grands commerçants ; les chiites ayant aussi de grandes réserves en hydrocarbures.

Si l'on se rappelle que dans beaucoup de pays musulmans, le califat abbasside d'Egypte (XI^{ème}-XVI^{ème} siècle) ou le califat ottoman furent ignorés, si l'on se souvient des congrès inter-islamiques qui ont voulu traiter de la question du rétablissement du califat dès 1926 et qui ont finalement tourné à l'affrontement entre rivalités conservatrices, modernistes ou progressistes et si l'on note que les différentes factions ne peuvent même admettre souvent la présence de l'autre autour de la même table, il semble bien difficile de pouvoir de nos jours penser au rétablissement du califat qui a cédé manifestement au profit des Etats-nations dans le prolongement des thèses kémalistes.

Ainsi, l'islam n'est pas un mais plusieurs, rendant tout raisonnement géopolitique dépendant de la bonne prise en compte de ces divisions, de ces luttes pour le pouvoir, notamment au niveau local et au niveau régional. Géopolitiquement, l'islam est ainsi déjà l'objet de manipulations intra-étatiques, étatiques ou trans-étatiques au sein même du monde musulman car il est un outil de lutte d'influence entre musulmans pour s'emparer du pouvoir. C'est ce qui explique aussi en partie la difficulté de réunir la communauté musulmane autour d'un calife.

*

1.2 - Volonté de conquête

Nombre d'historiens de la religion musulmane s'accordent à penser que l'islam dérive de l'un des groupements de la mouvance "messianiste" dont fait partie le groupe ébionite. Cette notion d'attente du Royaume de Dieu s'est transformée, dans certains groupes sectaires tels les ébionites, en principe de conquêtes militaires, justifiant ainsi la guerre, devenue désormais "sainte", parce qu'ayant pour but d'instaurer "au nom de Dieu" une nouvelle ère de paix sur le monde. L'islam aurait, dès ses origines, une idéologie fabriquée à partir des données du judaïsme et du christianisme. C'est ce qui transparaît à travers les sources bibliques du Coran, de la Sunna et des lois religieuses musulmanes (traditions, figures bibliques, rites,...) selon un système apologétiquement modifié et qui s'oppose viscéralement au Judaïsme et au Christianisme. Comme beaucoup d'hérésies judéo-chrétiennes, l'ébionisme (ou "nazaréisme") se caractérise donc par un messianisme exacerbé, ou plus exactement par un pseudo-messianisme cachant une idéologie conquérante. Les projets messianistes de l'islam actuel n'ont pas changé depuis ses origines tout comme les principes qui régissent aujourd'hui encore ses fondements. L'islam a toujours ainsi le projet d'instaurer, par la force si nécessaire, le royaume d'Allah sur terre.

L'islam possède donc intrinsèquement une volonté de conquête. Cette volonté va pouvoir se manifester par l'action, selon un rapport de force favorable ou selon des procédés asymétriques. Cette action sera portée par le Djihad.

1.2.1 – Le Djihad

Les pays musulmans constituent le *Dar El Islam*, maison (ou domaine) de l'islam, le reste du monde est désigné sous le nom de *Dar El Harb* (domaine de l'épée ou de la guerre). Le *Dar El Harb* devra, tôt ou tard, être conquis à l'Islam (symbole : le "croissant"), s'il le faut par la guerre sainte : le Djihad. « Le djihad ne doit jamais être interrompu ni prendre fin, avant la soumission du monde à l'islam... Ce concept est un des plus incontestablement populaires de l'idéal islamique. » (in *L'islam, croyances et institutions* par Henri Lammens publié en 1926).

La violence est légitime pour la conquête du monde

« Si le musulman n'a pas de saints à invoquer, il a un modèle : Mahomet. Or, dans un hadith, est cité le fait suivant : un homme pensait donner à l'effort de conquête du monde un sens moral, intérieur. Il demande donc à Mahomet si le jeûne ne pourrait pas tenir lieu de guerre sainte. Le prédicateur lui aurait répondu : "Si tu es capable de jeûner pendant toute la durée de la conquête du monde, alors le jeûne serait préférable." Autant dire que pratiquement seule la guerre est reconnue. » (André Frament in *L'islam(isme) aujourd'hui*, éd. AFS, 2004). Le combat des musulmans contre les non-musulmans est d'ailleurs maintes fois cité dans le Coran : S(sourate) 2 V(verset) 116, S.8 V.65, S.2 V.193, S.2 V.196, S.9 V.123, S.9 V.5, etc. (voir annexe 1). Il est encouragé, ordonné et récompensé. C'est la guerre sainte, le djihad. Dire le djihad islamique est un pléonasme. Quand l'islam n'est pas le plus fort, il demande une trêve. Elle sera aussi longue que nécessaire ; mais ce ne sera jamais la paix. Quand Dieu donne aux musulmans la possibilité de poursuivre la conquête du monde, elle leur devient obligatoire. Le combattant du djihad est appelé le *moudjahid* (*moudjahiddine* au pluriel).

La journaliste Pauline Garaude, envoyée spéciale du Figaro Magazine au Pakistan, rapporte une entrevue dans le numéro du 16 décembre 2006 : Ihsan Ullah, 21 ans, portant un turban noire (descendant du prophète) et une longue barbe, vient d'Afghanistan. Il vit et étudie le Coran depuis cinq ans à Darau-Uloom-Sarhad, une école coranique (*madrasa*) de Peshawar. « Pour l'instant, je fais mes études mais si un jour on m'appelle pour aller combattre au nom du djihad, je le ferai. Les moudjahidin donnent leur sang pour se défendre et repousser l'envahisseur, c'est légitime ! » dit-il. Le directeur de cette *madrasa*, le cheikh Aman Ullah, affirme que le djihad est le devoir des musulmans. La journaliste ajoute : « Dans les zones tribales pakistanaïses, beaucoup sont combattants dans l'âme. Pour eux, aucune différence entre être un *moudjahid* ou un taliban ». D'ailleurs, le droit musulman affirme : « le djihad est l'état normal du musulman » (Art.245).

Cette violence va jusqu'à entraîner des génocides

Le djihad peut entraîner les pires atrocités humaines tout en les légitimant au nom de l'islam. Ainsi, le génocide des arméniens par les turcs de 1895 à 1922 est l'un des exemples des plus "médiatiques". Mais il faudrait aussi citer la longue série de massacres, de martyrs chrétiens notamment, qui ont

jaloné la progression de l'islam depuis sa première expansion ; en Asie, en Afrique, en Europe et récemment aux Etats-Unis, quatorze siècles d'islam permettent de voir l'étendue de cette violence. Selon les recensements du gouvernement ottoman du début du XX^{ème} siècle, « on peut évaluer les chrétiens de Turquie d'Asie, dont la plupart sont Arméniens, à 2 millions de mâles et à 6 millions si on ajoute les femmes et les enfants. Sur ce nombre, un million et demi a du périr au cours des massacres qui ont eu lieu en Mésopotamie et qui ont été commis par les sédentaires et nomades arabes, les Tcherkesses ou les Kurdes à l'instigation de Rechid-Bey, vali de Diarbékir et de Mossoul, au début de 1915 », d'après le rapport adressé du Caire à S.E. le cardinal Marini le 18 avril 1918 (*Les chrétiens aux bêtes* du R.P. Jacques Rhétoré, Cerf, 2005). 250 000 araméens (ou de langue araméenne) sur une population estimée à 400 000 furent massacrés en quelques semaines dans la zone actuelle de l'Est de la Turquie. Ce n'est qu'une partie du massacre perpétré après l'appel à la "guerre sainte". Les Assyro-Chaldéens sont par exemple de nouveau l'objet de tueries et d'exactions de la part des "combattants de la foi" musulmans en Irak. L'Eglise chaldéenne d'Irak qui comptait 80 millions de chrétiens au Moyen-âge est réduite aujourd'hui à un million de fidèles. Le Patriarche catholique chaldéen uni à Rome, sa Béatitudo Raphaël Bidawid, sur la question de la diminution sensible des chrétiens en Orient, s'interroge « Où sont passés les 79 autres millions ? C'est quelque chose qui fait trembler ». Le Soudan se présente de nos jours également comme le champ d'action de cette violence à grande échelle : il y eu près de trois millions de non-musulmans tués depuis la prise du pouvoir par le gouvernement islamique de Khartoum et un million et demi de réfugiés en Egypte. Aujourd'hui encore, l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Indonésie, le Kosovo, le Malawi, le Nigéria, le Pakistan... sont aussi régulièrement le théâtre de violences, pouvant aller jusqu'à la mort, à l'égard de ceux qui ne sont pas musulmans. Le journaliste Thomas Grimaux est allé visiter sur place les chrétiens persécutés en Europe balkanique, au Soudan, dans les pays du Maghreb et au Proche-Orient. Ses deux livres, *Livre noir du Jubilé et Soudan, la force de la croix* (AED, 1999) font un bilan démonstratif des persécutions sanglantes ou sournoises dont les chrétiens sont l'objet de nos jours ; « il y a eu beaucoup de martyrs dans les premiers siècles de notre ère, mais le XX^{ème} siècle est, à n'en pas douter, celui qui a le triste honneur de compter le plus grand nombre de victimes dans le long cours de l'histoire de l'Eglise. Bien entendu, la plupart des faits échappent à l'œil des caméras et sont, par conséquent, oblitérés du réel... ». « Aux militaires soviétiques ils sciaient les jambes et les bras, t'en souviens-tu ? Un petit vice auquel ils s'étaient déjà livrés au Liban, sur les prisonniers chrétiens et juifs. (...) Au XIX^{ème} siècle, ils coupaient les têtes des diplomates et aux ambassadeurs anglais et avec ces têtes ils jouaient au polo. Les bras et les jambes, au contraire, ils les exposaient ou les vendaient dans les bazars » (Oriana Fallaci, *La Rage et l'Orgueil*, 2002).

L'appel au combat par le *djihad* est somme toute très compréhensible et très bien compris. En effet, Jean Alcader nous démontre, dans *Le vari visage de l'islam*, que « le *djihad* a pour origine et pour base la *chahada*. » La *chahada* est la profession de foi basée sur les versets du Coran et qui s'oppose, par sa formule négative, à tous ceux qui affirment qu'Allah a des "associés" (chrétiens), en référence au Mystère de la Sainte-Trinité n'est pas accepté par les musulmans. Par conséquent, « Allah est donc

considéré comme gravement offensé par ceux qui "associent", et chaque musulman ressent, au plus profond de son âme, à chaque fois qu'il prononce la *chahada*, l'insulte qui est ainsi faite à son Dieu. Bien plus, il reçoit comme sienne l'*indignation* de son Dieu et s'enflamme de zèle pour la défense de ses droits : les "*droits d'Allah*". Ce zèle dont le moteur est la haine envers les infidèles et le devoir de les supprimer n'est donc malheureusement que violence pour venger Allah. La *chahada* résonne donc comme un "appel à la guerre punitive", un "dijihad" lancé vingt-cinq fois par jour du haut des minarets (...) ». Car le Coran rappelle : « Combattons (faisons la guerre à) tous ceux qui disent qu'il y a d'autres dieux que lui » (S.5 V.33, S.9 V.5, S.9 V.29, S.38 V2, etc.). Aujourd'hui encore, l'étude du djihad fait partie des programmes d'enseignement de tous les instituts islamiques, des prêches des imans dans les mosquées ou des discours d'autorités musulmanes : les universités d'Al Azhar, de Nagaf, de Zeitouni, la grande mosquée de Finsbury Park (en Angleterre) ou les propos du cheikh de Médine apprennent à leurs étudiants, fidèles, lecteurs ou auditeurs ce qu'est la guerre sainte contre les "infidèles".

1.2.2 – Le marteau et l'enclume

« Par suite du fatalisme que leur impose la soumission à l'état de fait comme voulu par Allah, les musulmans peuvent être alternativement enclume et marteau. Si le non-musulman est le plus fort, alors ils sont enclumes. C'est-à-dire qu'ils supportent les revers. Mais ils se donnent vocation d'être finalement marteau. Si Dieu veut qu'ils soient un jour les plus forts, alors ils frapperont sans pitié et n'hésiteront pas à écraser leurs adversaires, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas leur religion » (André Frament, *L'islam(isme) aujourd'hui*, éd. AFS, 2004). (voir versets du Coran en annexe 1).

D'où les deux basculements successifs de comportement constatés lors des événements de 1982 dans les usines automobiles d'Aulnay ou de Poissy. Une grève encadrée par la CGT avait mobilisé les maghrébins. Les affrontements furent très violents : on a compté trois cents personnes hospitalisées. Des maghrébins, biens tranquilles et bien braves, sont brusquement devenus extrêmement violents. Ce basculement dans la violence a surpris l'encadrement des usines qui pensait avoir de bons rapports avec les salariés. Quand les grévistes ont cessé le conflit sur une défaite, la maîtrise a constaté un basculement inverse dans la résignation : les violents sont revenus tout penauds reprendre le travail, mais s'excusant à peine de ce qui était arrivé quelques jours avant. D'ailleurs, Jean Alcader nous explique que l'islam est d'abord un combat religieux avant d'être une spiritualité. « C'est ce qui explique donc également l'attitude souvent paradoxale de musulmans pouvant passer de façon soudaine d'un stade en apparence pacifique à un stade de violence ».

Ces variations sont parfois interprétées comme révélatrices d'une mentalité hypocrite ou sournoise. Pour eux, il s'agit d'une obéissance inconditionnelle à ce qui leur est présenté comme la volonté de Dieu. Pour eux c'est la loi. Quand Dieu leur donne la force et que la poursuite de la conquête du monde leur devient possible, elle leur est obligatoire, nonobstant tout traité contraire. L'islam sait donc

attendre que vienne le moment propice. « Auprès d'Allah, mille ans ou cinquante mille ans ne comptent pas plus qu'un jour » (S.22 V.46 ; S.70 V.4).

1.2.3 – La vision musulmane du monde

Nous avons vu que le monde, pour le musulman, était divisé en deux parties. Le *Dar el islam* d'une part, c'est-à-dire la maison (ou le domaine) de l'islam, la maison des soumis à Dieu qui doit toujours aller croissant (S.5,56). Le *Dar el Harb* d'autre part, c'est à dire la maison (le domaine) de la guerre, qui est le domaine qui doit être conquis par le djihad, la guerre sainte (S.41 ; S.19 ; S.28). « C'est, à leurs yeux, le monde des insoumis à Dieu, des démons en quelque manière. Il est évident qu'on ne peut pas donner les mêmes titres aux chefs d'État de l'un et l'autre domaine. Le chef d'un pays non musulman ne peut pas s'appeler Émir, Sultan, ou Malik, ce qui veut dire roi. Il sera appelé *Mata-Malik* : pseudo roi. Il peut aussi être appelé César — ce n'est pas un titre de chez eux — mais pas cheikh. François I^{er} avait fait un traité avec Soliman le magnifique. Il aurait voulu se faire reconnaître le titre d'empereur, ce qui se serait traduit : *Padisha*. Il ne lui a été donné que le titre de Bey, ce qui veut dire gouverneur, envoyé par le gouvernement central pour gérer le pays. Le traité avait pour titre : Lettres de protection. » (André Frament, *L'islam(isme) aujourd'hui*, éd. AFS, 2004).

Le pays non ouvert, c'est le pays de l'infidèle. Et le pays ouvert (*fath*) c'est le pays qui a été ouvert à l'islam. Une fois conquis, il ne doit jamais être perdu, il faut le reconquérir. On pourra attendre des siècles, mais la revendication territoriale demeurera. Cette doctrine permet de comprendre le débat actuel en Palestine entre les "modérés" et les "extrémistes". Il ne s'agit pas de savoir si l'on accepte ou non l'Etat d'Israël. Il s'agit premièrement de savoir s'il est préférable de le détruire par la guerre ou par une voie plus pacifique. Dans cette dernière hypothèse, si l'on accepte un certain *modus vivendi* en attendant sa destruction, quels mots faut-il employer pour parler de cet État, quelles concessions honorifiques peut-on lui accorder ?

Le vocabulaire et la diplomatie des pays sous la férule de l'islam sont marqués par cette doctrine : dans les relations avec les nations non-musulmanes, il y a trêve ou armistice, il ne peut pas y avoir de traité de paix. L'islam dit "modéré" se justifie pour les musulmans parce que la conquête du monde, ou au moins celle de certains pays, comme la France, l'Allemagne... leur semble possible par une voie pacifique de manière au moins aussi efficace que par la guerre, par le djihad.

Les dhimmis

Qu'advierait-il des habitants des pays conquis par l'islam ? Quand la conquête se réalise, la loi islamique prévoit le sort à réserver aux vaincus. Les païens et les sans-Dieu doivent être tués. Pour les hommes d'un livre révélé, par respect pour Dieu qui leur a jadis manifesté sa révélation, leur sort est prévu. Ces hommes du livre, ce sont les juifs, les chrétiens, mais aussi les Zoroastriens et les

Védiques. Ils seront "*dhimmis*". Ils seront diminués, humiliés, soumis à des impôts spéciaux (tribut, capitation...) et considérés comme une classe sociale inférieure ne disposant pas des mêmes droits que les musulmans. Des exemples multiples de ce qu'endurent les non-musulmans en pays islamiques confirment bien la pérennité de cette situation de *dhimmis* de nos jours. L'objectif officiel est de les inciter à quitter l'état inférieur dans lequel ils sont supposés être tombés, et de leur donner l'envie de parvenir à la pleine révélation que serait l'islam. Et tout mouvement vers l'islam est irréversible. Le musulman ne peut se convertir sous peine de mort ; celui qui amorce le mouvement vers l'islam ne peut plus s'arrêter. Si un fils d'un chrétien dit en s'amusant : *La Illah il'Allah* (Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu), il a commencé à proférer la *Chahada* (la profession de foi de l'islam), il ne peut plus rester chrétien. Il sera enlevé à ses parents qui ne pourront plus le former au christianisme. Les janissaires étaient des fils de chrétiens enlevés très jeunes à leurs parents. On en faisait des troupes de choc du régime, pensant que les chrétiens, s'ils se révoltaient, n'oseraient pas faire la guerre à ceux qui pouvaient être leurs frères, leurs fils, leurs neveux ou leurs cousins.

1.2.4 – L'objectif d'un Etat totalitaire

Dans la conception musulmane de l'État, les pouvoirs temporel et spirituel sont confondus. C'est pour cela que les titres politiques sont toujours des titres religieux et vice versa. Le régime des imams en Iran en est un exemple. Si on considère un souverain comme le roi du Maroc, il se fait appeler, lui aussi, Commandeur des croyants. Au Maroc, le catéchisme musulman y est publié par le ministère de l'Éducation. Or la confusion des deux pouvoirs temporel et spirituel constitue le totalitarisme comme l'a excellemment défini André Malraux. Or, les totalitarismes veulent régenter les consciences. En pays d'islam, le chef dit aux "soumis" (*muslimin* au pluriel) comment il faut comprendre la religion. Cette conception permet de comprendre l'article du quotidien libanais *EL-Safir* (l'Ambassadeur), porte-parole officieux des dirigeants musulmans et de la Syrie, publié le 18 septembre 1975 signé du directeur général de la principale institution sunnite de Beyrouth. L'auteur y exposait les grands principes de la doctrine islamique en matière de pouvoir : « Il y a une position claire en islam : le musulman ne peut avoir une attitude indifférente vis-à-vis de l'Etat et, ipso facto, admettre les demi-solutions à l'égard du dirigeant et du pouvoir. Ou bien le dirigeant est musulman et le pouvoir aussi, il en est donc satisfait et il l'approuve ; ou bien le dirigeant est non musulman et le pouvoir non islamique, alors il le rejette, s'oppose à lui et s'emploie à le supprimer par la souplesse ou par la force, ouvertement ou en secret. Cette attitude découle d'un principe fondamental de l'islam. Par conséquent, c'est un fondement idéologique doctrinal du musulman et toute concession, même partielle, signifie forcément une concession à son islam... Sans l'Etat islamique, la doctrine du musulman est incomplète et la justice islamique l'est également : amputer la main du voleur, lapider l'adultère, exécuter l'assassin, verser la zakat (l'aumône), entreprendre le djihad, tous ces devoirs ne peuvent être totalement accomplis sans l'Etat islamique et le gouvernement des musulmans. »

Ibn Warraq, dans *Pourquoi je ne suis pas musulman* (1999), confirme : « La nature totalitaire de l'islam n'est nulle part plus apparente que dans le concept de Jihad, la guerre sainte, dont le but final est de conquérir le monde entier et de le soumettre à la seule vraie religion, à la loi d'Allah. [...]. Les musulmans ont le devoir de se battre et de tuer au nom d'Allah ». M. Izetbegovic, président de la Bosnie depuis 1995, disait ainsi dans sa "Déclaration Islamique" de 1970 : « Il n'y a pas de paix ni de coexistence possible entre la religion islamique et les institutions sociales et politiques qui ne sont pas islamiques. »

Un autre fait est important pour comprendre le rôle de l'État musulman. C'est une conséquence du fait que l'État et la religion soient confondus. Le chef d'État est chef de la religion. Or l'État ne peut pas réellement régir les consciences. Il peut par contre imposer des actes extérieurs. Le rituel musulman est purement externe dans son principe. La purification pour la prière est extérieure, physique et non morale. L'homme est pur pour parler à Dieu, parce qu'il est physiquement propre. Il a lavé tous ses orifices naturels, donc il est en état de donner à Dieu une prière d'adoration qui lui convienne. Le fait qu'il vienne de tuer un homme ou de piller une caravane est indifférent, l'essentiel est d'avoir procédé aux ablutions rituelles. Cette pratique "extérieure" est un facteur facilitateur de conversion et aussi un facteur de manipulation tant la rétrospection dans la foi y paraît secondaire voire annihilée.

L'islam possède donc intrinsèquement une volonté de conquête. Cette volonté se manifeste par le Djihad, qui ne peut s'exprimer que selon un rapport de force favorable, ou alors selon des procédés asymétriques comme le terrorisme. L'islam sait attendre l'occasion favorable dans un rapport au temps qui n'est pas le même qu'en occident et selon le principe du marteau ou de l'enclume. L'islam a alors pour vision un monde divisé en deux : le *Dar el islam* d'une part, c'est-à-dire la maison de l'islam, qui doit toujours aller croissant et le *Dar el Harb* d'autre part, c'est à dire la maison de la guerre, qui est le domaine qui doit être conquis par le djihad, la guerre sainte. La dimension politique de l'islam le pousse alors à générer plutôt des états totalitaires pour protéger son domaine conquis.

*

1.3 – Des facteurs d'unification

1.3.1 – Une réaction originelle au christianisme et au judaïsme

Il y avait à La Mecque un temple dans lequel se trouvaient rassemblées les idoles de pierres non taillées. Certaines étaient présumées des dieux, d'autres des déesses. En réaction, la prédication "*Il n'y a pas d'autre dieu qu'Allah*" se porta hostile au polythéisme ambiant. Elle va cependant se heurter à une opposition croissante. On dit à Mahomet en substance : « Qui es-tu, toi ? On te connaît ! Tu n'es pas un prophète ! Tu ne donnes aucun signe de ta mission ! » Le Coran s'est alors fait l'écho des

nombreuses objections faites au prédicateur. Lui se défend en disant : « Je suis un annonceur. Ce qui compte, c'est mon message, et non ma personne. »

En 622 après Jésus-Christ (zéro du calendrier musulman), Mahomet quitte La Mecque (Il s'en est allé, *hijra* : Hégire) pour Médine avec le groupe des premiers "disciples". Pendant sept ans, il va vivre en interceptant et en pillant les caravanes mecquoises. Cette période de pillage est reconnue dans l'histoire officielle de l'Islam. Mais parce que Mahomet est "la référence" morale, cela entraîne une légitimation de l'emploi de la force pour conquérir les non-croyants : «Mahomet le prophète a fait comme cela, nous devons l'imiter. » C'est là d'ailleurs le rôle des hadiths. Ils citent des comportements qui doivent servir de référence pour la vie quotidienne.

Pendant cette période de violence, Mahomet subit quelques revers. Mais finalement, les Mecquois l'acceptent et, en 629, il rentre en vainqueur à La Mecque. Il va faire exécuter six opposants et régner en maître pendant trois ans, c'est à dire jusqu'à sa mort en 632. Trois ans, c'est peu. Cela lui donne pourtant le temps de mettre en place un État, encore embryonnaire il est vrai, mais qui constitue une nouveauté face à la structure patriarcale préexistante. De plus, cet État est régi par l'homme qui incarne à la fois le pouvoir spirituel et, en raison de sa victoire militaire, le pouvoir temporel. La structure d'État, surtout si elle est totalitaire, l'emporte sur la structure tribale ou patriarcale. Elle va donc s'agréger les éléments de la région, exterminant d'ailleurs ceux qui tardent à se soumettre.

Le Coran évoque de nombreuses références bibliques, principalement l'Ancien Testament, avec de nombreuses répétitions. Sont évoqués par exemple : Abraham, Noé, Moïse, Jonas, David, Marie et Issa (Jésus). Il n'y a pas une concordance parfaite entre le Coran et les autres livres. L'explication est simple dans la tradition coranique : le Coran veut corriger des "erreurs", faire des mises au point, et décrire avec "exactitude" les événements passés. Au plan religieux, l'abbé Bruno Schaeffer résume en effet la partie de la théologie coranique, qui est en opposition au christianisme, comme suit : « le monothéisme de l'islam est antitrinitaire, négateur de la divinité du Christ, négateur de l'Incarnation du Fils de Dieu, de sa mort sur la Croix pour notre salut et de sa Résurrection. » (in *Le XXI^{ème} siècle sera-t-il musulman ?*, 2004). « Quiconque lit le Coran en connaissant déjà bien l'Ancien et le Nouveau Testament, percevra clairement le processus de réduction dont la Révélation divine (chrétienne) y est l'objet. » (Jean-Paul II, *Entrez dans l'espérance*, éd. Plon-Mame).

C'est pourquoi le Coran contient un certain nombre de versets particulièrement hostiles aux chrétiens (dits "associateurs" en raison du Mystère de la Sainte Trinité) : « Combattez ceux qui ne croient ni en Allah ni au Jour dernier, qui n'interdisent pas ce qu'Allah et son prophète ont interdit et qui ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux qui ont reçu le Livre, jusqu'à ce qu'ils versent la capitation par leurs propres mains, après s'être humiliés. » (S9, V29 – sourate du sabre). « Les infidèles parmi les gens du Livre, ainsi que les *associeuteurs* (chrétiens), iront au feu de l'Enfer (...). De toute la création, ce sont eux les pires. » (S98, V6)... Rappelons qu'il y a des versets plus modérés dans le Coran, mais n'oublions pas que ces versets modérés sont sous le coup de la théorie des "abrogations" : 207 versets sont ainsi abrogés officiellement par 93 autres. Le verset 5 de la sourate 9

(dite du sabre), « Tuez-les tous partout où vous les trouverez », est ainsi abrogeant de 124 autres versets du type « Souffrez les infidèles avec patience » ou « Nulle contrainte en religion ».

« L'islam n'a pas une profession de foi positive comme le "Credo" du christianisme (...) Sa profession de foi [*chahada*] est négative (...) Ainsi, l'islam n'affirme rien, mais s'oppose seulement à ce qui est déjà existant, en l'occurrence au judéo-christianisme et plus spécialement à l'Incarnation du Christ » (Jean Alcader, *Le vrai visage de l'islam*, 2006).

1.3.2 – Une opposition au monde occidental

Face à l'occident chrétien

L'opposition au monde occidental est une constante de l'islam depuis sa première expansion. Nous avons vu que le courant islamique, hérétique et condamné par les chrétiens et les juifs, a dès son origine dû combattre en réaction ; ce qui explique les nombreux ajouts au Coran dans les premiers temps pour donner les arguments du combat. Mais l'expansion de l'islam s'est par la suite régulièrement heurtée au monde occidental chrétien, non seulement en Europe mais aussi sur les routes commerciales d'Afrique et d'Asie, face aux colonies, aux missions et comptoirs européens, face à la puissance des armes et à la solide administration des territoires et, enfin et surtout, face aux hautes valeurs de la chrétienté qui ont, par exemple, permis à l'Espagne de retrouver sa liberté. « La lutte a pu durer huit siècles, mais au bout de ces huit siècles de chevalerie, durant lesquels le terrain fut disputé pied à pied, le principe de vie surnaturelle que l'Espagne puisait dans son union avec la chrétienté l'emporta, et le Sarrasin fut rejeté sur la côte d'Afrique » (*Jésus-Christ roi de l'histoire*, Dom Guéranger, 2005). L'islam voulant soumettre le reste du monde à Allah, a longtemps infligé des coups de buttoir terrible à l'occident, allant parfois loin en avant dans le *Dar el Harb* et requérant face à lui toutes les forces de la chrétienté disponibles du moment (Poitiers en 732, Jérusalem en 1099, Las Pavas de Tolosa en 1212, Grenade en 1492, Lépante en 1571, Vienne en 1683, Peterwardein en 1716...). Marteau quand cela était possible, l'islam a du cependant pratiquer la tactique de l'enclume devant la victoire progressive de l'occident.

Face à l'occident matérialiste

Mais cette conception de la guerre, obligatoire dès qu'elle devient possible, est de nouveau d'autant plus menaçante pour nous européens que les mahométans jugent maintenant notre civilisation comme décadente et la leur comme supérieure. Pour comprendre cela, il faut regarder l'Europe avec des yeux de musulmans, et voir comment ils se comparent, à partir de ce qu'ils constatent habituellement chez nous.

Ainsi, André Frament dans *L'islam(isme) aujourd'hui* (édition AFS, 2004) cite un nombre d'exemples où l'occident considère progrès ce que l'islam perçoit comme des faiblesses ou des turpitudes : Nous sommes très fiers de notre technologie qu'ils voient comme un attachement aux biens de ce monde ;

eux pensent qu'avec le Coran, ils ont les biens de l'éternité. Les occidentaux ne gardent pas leurs parents âgés avec eux, ils les "abandonnent" en les mettant dans des maisons de retraite et autres hospices pour personnes âgées ; eux gardent leurs parents âgés même quand cela représente une charge importante étant donné l'exiguïté de leur appartement. Nous avons des familles déliquescents ; les leurs sont nettement plus solidaires que la moyenne des nôtres. Les femmes occidentales s'affichent sans complexes dans des tenues indécentes ; eux, même s'il peut y avoir de l'hypocrisie et de la contrainte dans ces affaires de tchador, ont globalement des femmes et des jeunes filles qui savent encore ce qu'est la pudeur. Les jeunes occidentaux ne respectent pas leurs parents ; de leur côté, ils se plaignent du mauvais exemple que nous donnons sur ce point à leurs enfants. Notre système se flatte de la laïcité de l'État comme d'une valeur ; eux pensent que notre système, hostile à Dieu, est un état de péché... Les musulmans reprochent donc à l'occident matérialiste de constituer des familles monoparentales, d'accepter l'union libre, les "mariages" homosexuels, le partage des amants et amantes, l'avortement, l'euthanasie, les animaux élevés et les enfants refusés, la pornographie à la télévision et dans les médias, etc.

En 1990, en réaction à la Déclaration des droits de l'homme (sous ses différentes formes) non conforme à la vision musulmane, l'Organisation de la Conférence islamique (OCI, association mondiale officielle des Etats musulmans) a publié sa propre *Déclaration*. Tous les droits énumérés se rattachent à la Loi islamique (art 24), source unique à laquelle le texte invite à se référer pour tout complément ou clarification (art 25). Entre autres, le texte admet les condamnations à mort, les mutilations (amputations) prévues par la Loi (art 2). L'article 10 mentionne que « toute pression ou sollicitation pour amener un individu à abjurer l'Islam est illicite ». L'islam se présente donc, avant comme aujourd'hui, toujours en réaction face à ce qui n'est pas musulman et surtout face à ce qui pourrait éloigner un musulman de sa religion. D'ailleurs, dans la législation islamiste, le converti mérite la peine de mort.

L'islam, suivant une constante de son histoire, est donc toujours en opposition à l'occident. Il le fut quand il était chrétien, il l'est encore depuis qu'il est devenu globalement matérialiste. Cette opposition face à un ennemi commun est un atout d'unification du monde musulman et il est périodiquement utilisé par les différents courants et factions de l'islam.

1.3.3 – Des atouts pour une identité commune

L'Oumma, la communauté musulmane

Malgré ces divergences et divisions entre coreligionnaires, les soumis (*muslimin*) ont le sentiment d'appartenir réellement à une communauté qui englobe tous les pays musulmans : la *Oumma*. Cette communauté a une cohésion variable : elle est marquée de tensions, de rivalités, de conflits internes... Mais elle sera toujours solidaire contre les "autres".

René Marchand, ancien élève de l'École nationale des Langues orientales vivantes, licencié de langue et littérature arabe en Sorbonne, décrit ce sentiment communautaire dans son livre *Mahomet, contre-enquête* : « La "religion" que Mahomet a créée, la Loi dont il a jeté les fondements, la civilisation qui s'est construite (...) rassemblent actuellement un milliard deux cent cinquante millions, peut-être plus, d'hommes et de femme (...). Dans cette masse, des lignes innombrables partagent des peuples, des nations, des tribus et des clans, des partis politiques, des écoles juridiques (...). Mais cette hétérogénéité ne doit pas nous aveugler (...). Dans ce monde fragmenté et bigarré, le sentiment d'appartenance à l'islam est général, unanime. Il n'est pas discuté. Il est, pour tous, comme naturel, inné, génétique, parce qu'inculqué et enseigné dès la plus petite enfance. Face aux autres, aux non-musulmans, il est affirmé et, au besoin, revendiqué avec fierté. Tous les Musulmans ont la conviction d'être distincts, par l'islam, du reste de l'humanité ; ils sont convaincus et orgueilleux d'appartenir à une communauté (al-umma) qui les met à part. Aucun grand ensemble humain ne présente, dans notre siècle, un semblable sentiment d'identité par la certitude de sa différence (...). Il y a bien un peuple, une communauté, une nation de Mahomet, à l'identité affirmée et reconnue. »

La langue arabe

La langue arabe est la langue religieuse de l'Islam. C'est la langue "sacrée" du Coran. La langue arabe est unificatrice pour le monde musulman car elle est, d'une part, un outil de fabrication identitaire et, d'autre part, un outil de résistance nationale. Enfin, la langue arabe peut être utilisée, comme toute langue à vocation internationale, comme un instrument de puissance.

Ainsi, la Ligue arabe, créée en 1945, rassemble un grand nombre de pays parlant l'arabe sans être pour autant de l'"ethnie" arabe. Les pays du Maghreb ont une population majoritairement non-arabe mais berbère. La Somalie en est un autre exemple. Ils appartiennent pourtant à la Ligue arabe. La Ligue arabe s'est révélée être un fiasco. La langue arabe pourrait cependant être un formidable outil d'unification si elle était associée à une volonté de développement et d'influence autour d'un projet commun identitaire, un peu comme peut l'être la Francophonie. En revanche, le panarabisme est une représentation ethnolinguistique qui est un outil de puissance mais par forcément d'unification.

Le carrefour géographique

La situation géographique du monde musulman est géopolitiquement très favorable au développement de l'islam. En effet, né au carrefour de trois continents, l'islam a très vite été véhiculé par une expansion guerrière mais aussi commerciale en Asie, en Afrique et en Europe. La position centrale du Moyen-Orient, foyer initial de l'expansion musulmane, permettrait de jouer encore aujourd'hui un rôle de centre de gravité pour un bloc musulman ressoudé (voir carte en annexe 2). L'Inde se présente toutefois comme l'obstacle principal à la projection territoriale de puissance d'un monde musulman unifié. En effet, l'Inde, qui deviendra le premier pays du monde en termes d'importance de population (dépassant la Chine vers 2035 avec plus de 1,4 milliards d'habitants), présente une densité de population telle que la progression de l'Islam ne peut que se briser devant cette masse de population

indienne qui est restée fidèle à la tradition hindouiste. Ainsi, à l'apogée de la domination islamique moghole au XVII^{ème} siècle, la proportion de musulmans ne dépassait pas un sixième de la population totale de l'Inde. Au début du XVIII^{ème} siècle, la civilisation indienne repris alors à l'islam la souveraineté sur l'Inde. Géographiquement donc, par rapport à cette césure incontournable du monde musulman (la Chine étant une autre masse civilisationnelle incompressible), l'Indonésie se présente comme un centre de gravité secondaire avec une projection de puissance pouvant aller un jour jusqu'au Bangladesh. Le Moyen-Orient restera cependant le centre de gravité principal car il est le cœur de la religion : c'est de lui qu'est parti la conquête, c'est lui encore qui détient les "lieux saints", et c'est lui qui porte, à travers une vision "clanique" (succession de Mahomet, arabité, turbans et descendance de la famille du "prophète"...), la primauté sur l'héritage politico-religieux musulman. Aussi, l'Arabie Saoudite détient du rôle de gardiennage des "lieux saints" une légitimité manifeste au sein du monde sunnite aujourd'hui.

Ainsi, le monde musulman possède un certain nombre d'atouts pour s'unifier autour d'une identité commune : l'*oumma*, la langue arabe et sa situation géographique à cheval sur trois continents avec peu de discontinuités territoriales. Ces atouts sont loin d'être totalement exploités, ils sont cependant présents dans l'inconscient collectif du monde musulman. M. Chauprade, professeur au CID, synthétise bien toutes ces considérations : « le mythe d'un âge d'or islamique, qui fait correspondre une situation d'unité à un optimum de puissance face à l'Occident, sommeille dans la tête du musulman ».

L'islam est donc un système qui contrôle l'homme au plan religieux comme au plan politique. Il a un impact certain car il satisfait le besoin de religion chez l'homme tout en exigeant une pratique extérieure relativement simple. Il répond à la définition du totalitarisme et possède intrinsèquement une volonté de conquête illustrée par l'extraordinaire progression de Médine en 632 à Poitiers en 732. L'islam légitime l'emploi de la force pour convertir les hommes et ce d'autant plus qu'il est hostile au matérialisme. Le djihad est une réponse comme un marteau à cette volonté de conquête mais le musulman saura cependant attendre le temps opportun avant l'action, sans se dissoudre et en encaissant les coups à la façon d'une enclume. Malgré des divisions importantes et des luttes internes parfois fratricides, l'islam présente des atouts en termes d'unification identitaire qui peuvent appuyer une politique expansionniste. Ces caractéristiques de l'islam sont des constantes dans la durée. Il importe maintenant d'analyser les facteurs de changements dans le temps court qui nous intéresse à l'aube du XXI^{ème} siècle.

2 – Facteurs du temps court : les changements

2.1 – L'état des lieux du monde musulman

2.1.1 – Les courants de l'islam contemporain

Les différents courants islamistes cherchent plus ou moins à reconstituer un empire musulman. Ces mouvements sont à la fois rivaux (entre eux) et coordonnés contre les "autres". Il semble que l'on puisse distinguer trois courants principaux dans l'islam contemporain, selon l'analyse d'André Frament (*L'islam(isme) aujourd'hui*, AFS, 2004) :

Faire acquérir des compétences et des savoir-faire "occidentaux".

Le premier courant cherche à faire acquérir au peuple les compétences et les savoir-faire occidentaux. Pour réussir cette politique, il faut prouver par le Coran que ce savoir ou savoir-faire est "licite". Le fait que le mot "foudre" se trouve dans le Coran justifie par exemple que l'on étudie l'électricité. C'est la politique initiée par Hassan II et suivie, semble-t-il, par son fils. Cela leur est possible car, Commandeurs des croyants, ils sont habilités à dire comment interpréter le texte. Cela ne peut être assimilé à de l'islamisme révolutionnaire. En revanche, bien des chefs d'état, n'ayant pas de statut politico-religieux comme le roi du Maroc, sont obligés de composer très sérieusement avec les "autorités religieuses" de leur pays pour ne pas être discrédités par elles. C'est pourquoi cet islam dit "modéré" doit toujours être considéré comme islamisme potentiel car il porte, en germe ou en conditions impératives, les préceptes de l'islam que nous avons étudiés dans la première partie.

Utiliser le Coran pour agiter les masses au profit d'une internationale.

Le deuxième courant est porté par ceux qui souhaitent garder les masses musulmanes dans l'ignorance pour mieux les manipuler (instrumentalisation) ou pour s'épargner une concurrence économique. Ce courant est hostile à la politique de l'islam marocain, de manière affichée ou sournoise. L'instrumentalisation marxiste exploite le prosélytisme guerrier de l'islam (explicite dans le Coran) au service d'une Internationale (socialiste, communiste, trotskiste, mondialiste). Ils promettent l'"empire du monde" aux musulmans. Les factions qui croient à ces promesses sont à la fois complices et rivales au point de s'entre-tuer. Leurs chefs ont acquis les savoir-faire de la dialectique marxiste-léniniste pendant leurs études dans les universités européennes (voire soviétiques) : encadrement des masses, techniques de conditionnement des esprits, etc. Ils mettent en place des pouvoirs totalitaires et les résultats sont toujours aussi sanglants comme l'ont montré les exemples de l'Iran, de l'Afghanistan, du Soudan, de l'Algérie. Ils exploitent la critique musulmane de l'occident matérialiste anti-chrétien pour fanatiser les musulmans et orienter leur agressivité vers l'extérieur et limiter la contestation interne.

Rechercher la conquête islamique mondiale à long terme.

Le troisième courant est d'ambition résolument expansionniste mais s'appuie sur des considérations pragmatiques dans les relations internationales. On imagine sans peine que certains responsables d'Etats musulmans puissent exploiter l'appui que leur donne les ambitions d'autres pays (des Etats-Unis ou de la Chine par exemple) pour créer leur empire régional d'abord avant de conquérir le monde pour leur propre compte. Il s'agira alors de rechercher la conquête islamique mondiale à long terme.

On le conçoit sans peine, ces deux derniers mouvements sont complémentaires pour combattre l'Occident marqué encore de civilisation chrétienne. Mais ils sont aussi rivaux, chacun voulant à terme avoir le pouvoir mondial. Ces trois courants ont le même objectif à long terme (la soumission du monde à Allah) mais ils diffèrent sur les chemins à prendre pour y arriver. Ces différents chemins à prendre sont choisis en fait selon la position par rapport au pouvoir des chefs de mouvance. La résultante des relations socio-politico-religieuses intra-étatiques, inter-étatiques et trans-étatiques donne l'option à choisir par les responsables au sein de ces courants. C'est pourquoi il importe d'étudier maintenant les combinaisons contemporaines de la dynamique des forces musulmanes.

2.1.2 – Les évolutions récentes au sein des puissances musulmanes

(Voir carte en annexe 2)

L'Asie du Sud-est, axée principalement sur l'Indonésie.

L'Indonésie, plus grand pays musulman du monde, apparaît aujourd'hui comme une pépinière de l'islam radical (avec la Jemaah Islamiyah) quand bien même il était réputé auparavant représentatif de l'islam le plus modéré. Ceci est dû avant tout à l'enjeu majeur que représente l'opinion publique, farouchement anti-américaine dans son ensemble et très sensible aux mouvements islamistes. Les autorités tentent désormais de modifier cet état de fait en favorisant une information plus libre et plus objective. La fracture religieuse tend toutefois à s'agrandir dans un pays aux frontières poreuses et donc réceptif à toutes les mafias de toutes obédiences. L'évolution de l'islamisme en Asie du Sud-est est un sujet d'importance pour analyser le poids grandissant de ce centre de gravité secondaire de l'islam.

L'impact de la guerre contre le terrorisme sur les zones tribales de la frontière afghano-pakistanaise

Concernant le Pakistan on peut affirmer que, cinq ans après les attentats de New-York, la violence islamiste s'est radicalisée en même temps qu'elle se fragmentait et devenait plus multiforme. Une progression des trafics transfrontaliers est indéniable, particulièrement avec l'Afghanistan (1400 km de frontières). Les zones tribales situées entre ces deux pays sont l'enjeu d'une lutte âpre. Fortes de trois millions et demi d'habitants environ, autonomes de fait depuis l'époque britannique, elles ont

tendance à se sanctuariser et, si elles ne semblent guère fournir de renforts effectifs aux bataillons islamistes, elles n'en constituent pas moins une zone de passage et de refuge primordiale. Le rôle de l'armée pakistanaise est difficile à caractériser de manière ferme mais on peut estimer qu'après s'être appliquée à réduire le rôle des chefs traditionnels au profit des mollahs dans les décennies précédentes, elle s'efforce désormais de renverser la tendance, en vain pour l'heure. On peut s'attendre à l'avenir à ce que les militaires conservent leur lourde emprise sur le pouvoir, avec l'appui de Washington.

Le paysage somalien

La Somalie présente un tout autre paysage puisque le mouvement actuel, présenté de façon outrancière, doit bien plutôt être analysé comme un double mouvement de retour au calme sur le plan intérieur, largement attendu et désiré par les populations, couplé à une véritable guerre par procuration que tentent de se livrer sur le sol somalien les voisins érythréens et éthiopiens. En effet la "talibanisation" annoncée à grands cris dans les médias ne repose sur aucune analyse sérieuse de la situation locale et il convient de ne pas confondre dans ce contexte d'éventuels "Talibans" avec des traditionalistes certes musulmans mais appartenant avant tout à tel ou tel clan. Le système des cours islamiques mises en place dernièrement doit donc s'appréhender dans ce cadre, chaque mollah s'efforçant avant tout de rétablir l'ordre public largement mis à mal depuis plusieurs années du fait de l'absence d'Etat.

Le Maghreb par le biais notamment de sa composante algérienne.

La situation au Maghreb quand à elle est encore différente puisqu'on constate la présence de trois types d'acteurs principaux de la mouvance islamiste, ce qui constitue une spécificité régionale notoire, à savoir :

- Des mouvements de guérilla véritables, donnant lieu à la constitution de maquis organisés, luttant de manière "classique" contre des troupes étatiques.
- Des systèmes de réseaux tels que le GSPC algérien, aspirant à une action plus internationale, comme en témoignent ses liens avec Al Qaïda.
- Des milices strictement locales, maniant une rhétorique d'exclusion de toute forme de compromission avec l'Etat, présenté comme impie. C'est cette dernière mouvance qui pose le plus de problème à la fois d'identification, de localisation et d'appréhension car ces groupes manifestent une volonté de rupture avec le sentiment national.

2.1.3 – Les pourtours extérieurs de l'islam en perte de sens spirituel

Un autre facteur de changement du temps court qui vient à l'appui de la conquête de l'islam est la perte de sens spirituel par un nombre croissant de personnes, en particulier sur les pourtours extérieurs du monde musulman.

Un réel rempart spirituel par le passé...

Par le passé, des régions voisines de l'islam, comme l'Europe catholique ou l'Inde hindouiste, bénéficiaient d'une unité civilisationnelle et surtout spirituelle qui formait le plus efficace des remparts contre l'islam. Ferdinand Hervé-Bazin dans son étude, *Les grandes journées de la chrétienté*, avait bien décrit la force de l'occident qui était catholique : « si l'on fait, en pensée, un retour sur les Grandes Journées de Poitiers, de Jérusalem, de Las Navas, de Grenade, de Lépante, de Vienne, de Zenta, de Peterwardein, de Belgrade et sur tant d'autres batailles ; si l'on embrasse d'un coup d'œil tous ces siècles pendant lesquels, sur terre et sur mer, en Occident comme en Orient, les disciples de Mahomet ne cessèrent de menacer l'indépendance et l'existence même des nations catholiques ; si l'on mesure ce péril séculaire et si l'on recherche à qui l'Europe fut redevable de son salut, on ne peut hésiter à reconnaître qu'elle le dut à la papauté, qui arma les héros, prêcha les croisades, unit les rois et peuples contre les barbares, et, par sa politique, toujours constante à travers tous les siècles, atteignit enfin son grand but : la liberté des peuples chrétiens ». La papauté fut donc le ciment de ce rempart en Europe chrétienne. La tradition hindouiste le fut pour l'Inde qui se dégagna de la domination moghole au XVIII^{ème} siècle. De même, dans le Caucase, la vieille chrétienté de Géorgie n'a pas été dissoute au contact de l'islam jusqu'à nos jours et ce, malgré l'occupation arabe de la Géorgie du VII^{ème} au XII^{ème} siècle. Le communisme eut le même rôle de rempart face à l'islam, en URSS, en Yougoslavie ou en Asie du Sud-est par exemple, mais il s'agit là d'une confrontation de totalitarismes. Globalement, le sens spirituel ou religieux est un facteur de force face à l'islam.

... mais qui n'existe pratiquement plus aujourd'hui

Aujourd'hui, dans les régions voisines du monde musulman, des populations entières ont perdu toute pratique religieuse, voire tout sens de la finalité de la vie hormis une réussite socio-professionnelle et une certaine jouissance des biens de la terre selon une vue matérialiste honnie par l'islam. Ce sont des fragilités pour l'islam et il peut d'ores et déjà les exploiter car, ne l'oublions pas, l'islam se propose comme une religion à vocation universelle.

Pour bien comprendre cette idée, un parallèle avec le domaine socio-culturel peut être intéressant. Ainsi, la Chine a bien perçu les enjeux de ces vides à ne pas créer face à une menace de domination venant de l'extérieur. La Chine renoue ainsi progressivement avec ses racines, dont le confucianisme, pour résister à l'engouement quasi mondial pour le modèle socio-culturel américain.

L'islam ne rencontre donc pratiquement plus de rempart spirituel face à lui sur bien des régions de ses pourtours en Europe, en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud-est. Il peut donc repartir à la conquête en proposant une spiritualité à ceux qui la recherche. De nos jours, la profusion et le développement des sectes est un indicateur de cette recherche de sens religieux ou de sens à donner à la vie. L'islam se propose donc de répondre à ce besoin de l'homme. L'histoire nous montre en général, que lorsque la structure religieuse d'une société est affaiblie, l'islam arrive plus facilement à la conquérir. Dom Guéranger, dans *Jésus-Christ roi de l'histoire*, montre les effets produits par les

hérésies (qui affaiblissent, au moins, toujours la structure originelle d'une société ou d'un Etat). Il en montre les funestes résultats dans l'Orient, berceau du christianisme et en Afrique du Nord où il y avait près de 700 évêchés avant l'arrivée de l'islam. Les hérésies comme le nestorianisme, le monophysisme ou le monothélisme parvinrent à s'implanter dans ces régions. Les peuples qui succombèrent sous le cimeterre musulman avaient ainsi déjà rompu avec l'Eglise catholique par l'hérésie ou par le schisme et se trouvaient donc abandonnés par la Providence. Notons que l'islam n'a été stoppé en Europe qu'au contact de la catholicité, d'abord par les francs et l'empire byzantin (avant son schisme), puis en Autriche. C'est ce sens de l'histoire qui pourrait mieux nous faire saisir que l'occident actuel semble un vide spirituel qui se présente comme un récipient à combler suivant le principe des vases communicants. D'ailleurs, « certains musulmans aujourd'hui, notamment parmi les intellectuels, pensent que l'islam en Occident a une mission : re-spiritualiser l'Europe, en clair l'islamiser ; Il faut insuffler à l'Europe, qui a perdu son âme, l'âme musulmane. C'est ce que soutient Tarik Ramadan [petit-fils d'Hassan al-Banna, fondateur des *Frères musulmans*].» (Annie Laurent in *Le XXI^{ème} siècle sera-t-il musulman ?*, 2004).

L'islam qui se propose une religion pour tous a donc un champ d'action nouveau sur une vaste partie du pourtour du monde musulman. Pour, l'islam ce changement est un facteur important. Ce sont de vastes terres qui ont perdu pratiquement leur rempart. Ce sont surtout de vastes terres considérées en friche et pour lesquelles il y a une mission à accomplir.

*

2.2 – Les ressources

2.2.1 – Ressources humaines

« Un des paramètres fondamentaux de la géopolitique, souvent oublié, est celui de la démographie. Oublier la démographie, c'est oublier l'aspect dynamique de la géographie identitaire et donc se mettre dans l'incapacité de prévoir l'intensité des forces susceptibles de s'exercer dans le futur. » (Aymeric Chauprade, cours de géopolitique au CID).

Le monde de l'islam, à cheval sur trois continents, représente environ 1,3 milliards de musulmans. Ce monde possède une démographie caractérisée par une vitalité importante tant dans la jeunesse de sa population que dans le taux de natalité (voir annexe 3).

Quelques repères dans le monde :

- Indices de fécondité en 2005 (source INED) : Niger : 8,0 / Mali : 7,1 / Yémen : 7,0 / Congo RDC : 6,7 / Nigéria : 6,7 / Arabie Saoudite : 5,7 / Palestine : 5,6 / Soudan : 5,2 / Irak : 5,1 / Pakistan : 4,8 / Syrie : 3,8 / Egypte : 3,2 / Monde : 2,7 / Etats-Unis : 2,0 / France : 1,9 / Chine : 1,6 / UE à 25 : 1,5 ;

- dans la province du Kosovo, en 1900, il y a seulement 10 % d'Albanais ; en 1990, ils sont 90 % et majoritairement musulmans. On comprend qu'il soit devenu plus difficile à la Serbie d'y conserver sa souveraineté.
- dans moins de vingt ans la Turquie sera peut-être membre de l'Union européenne (UE), elle sera la première puissance démographique de l'ensemble devant l'Allemagne ; la Russie perd quant à elle 1 million d'habitants par an, face à la Chine qui reste démographiquement active, et surtout face à sa périphérie musulmane très active.
- les Palestiniens résistent aux Israéliens par la natalité la plus forte de tout le monde arabe et, si l'on s'en tient aux courbes mathématiques, la bataille démographique est perdue par Israël.
- L'Afrique se distingue par une croissance démographique exceptionnelle, en doublant sa population en 25 ans (360 millions en 1970, 730 millions en 1995). Estimée à 850 millions en 2003, la population africaine pourrait atteindre 1,3 milliards en 2025.

L'extension progressive du croissant par la migration sur les marches. Un exemple : l'Europe

- L'Union est dès à présent engagée dans un processus d'implosion démographique. Dans l'UE, la part des moins de 20 ans est passée du tiers de la population au début des années 70, à moins de 1/5 aujourd'hui.
- En 2025, 20% des européens auront plus de 65 ans, contre 4% en Afrique et 10% en Asie.
- Dès aujourd'hui, la part des enfants et jeunes âgés de moins de 20 ans est même inférieure à la part des personnes âgées de plus de 60 ans. On assiste donc à une inversion de la pyramide des âges dont l'origine tient à une fécondité insuffisante pour assurer le renouvellement des générations.
- La faiblesse de la fécondité est un phénomène des plus caractéristiques de la démographie européenne : le taux de fécondité moyen de l'UE à 25 est de 1,5 enfant par femme en 2005. Si ce taux de 1,5 reste inchangé, 30% du nombre des européens actuels pourraient disparaître à chaque génération.
- Pour la population européenne (incluant la Russie), soit 726 millions d'habitants en 2003, en valeur absolue, depuis plusieurs années, le nombre de décès est supérieur au nombre de berceaux : le déficit est selon l'ONU sur la période 2000-2005 de 1,3 million de personnes : 1,2 pour la seule Russie, Ukraine et Belarus, 200 000 personnes au moins en Europe orientale, et encore un excédent de naissances de 100 000 seulement pour toute l'Europe occidentale. Cette population européenne devrait chuter à 700 millions en 2025 puis 632 millions en 2050.
- Au total, dans la très grande Europe, 17 pays d'Europe dont 13 situés en Europe centrale et orientale ont plus de décès que de naissances.
- En un siècle, l'Europe (UE à 27) se transformerait en nain démographique, sa part relative dans la population mondiale chutant de 22% à 7 % entre 1950 et 2050.

« Puisque les pays d'Europe occidentale ne font guère plus de berceaux que ceux de l'Europe centrale et orientale, ce qui fait la différence et ce qui sauve l'excédent, ce n'est plus que l'immigration extra

européenne. En réalité, le déclin de la population de l'Union, devenue première destination des migrants extra européens, est masqué par l'envolée du solde migratoire depuis la fin des années 1980. Avant l'élargissement (UE à 15), l'excédent annuel dû aux naissances européennes était de 400 000 âmes tandis que le solde migratoire officiel pour l'UE était de 1,2 million. Ce ratio de 400 000 naissances pour 1,2 millions d'immigrés représente trois fois plus d'immigrés que de naissances. Une géopolitique de l'Union européenne ne peut faire abstraction d'une telle réalité (réalité à lier également à l'avortement qui en France supprime 0,5 point d'indice de fécondité par an et qui en Russie fait perdre 1 million d'âmes chaque année) » (Aymeric Chauprade, cours de géopolitique au CID).

En revanche, l'Europe est le premier continent d'immigration dans le monde avec 1,7 millions d'entrées légales en 2000. En 2003, le nombre de migrants internationaux cumulés s'élevait à 56 millions (d'après l'Organisation internationale des migrations, World migration 2003, Table 2.2). Il faut ajouter à ce flux légal, le flux d'immigration illégale ou clandestine qui s'élèverait à 500 000 personnes par an selon l'Office européen de police (Europol) ; d'où un flux d'immigration total annuel estimé à 2,2 millions par an pour l'Europe. Les pays d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne ou du Proche et Moyen-Orient sont les principaux pays d'origine de ces migrants vers l'Europe.

Ainsi, dans les pays aux marges du monde musulman, beaucoup de pays connaissent une implosion démographique. Très simplement, la démographie musulmane, sans être la seule, tend à combler les déficits humains et cela pour de multiples raisons comme l'appel à la main d'œuvre bon-marché, l'attractivité des systèmes sociaux ou des richesses des pays d'accueil... D'importants différentiels de population entre zones voisines pourraient donc être à l'origine de mouvements tendant à rééquilibrer l'écart comme une sorte "d'appel du vide". Les marges de l'Islam représentent donc un déversoir naturel du trop plein de vitalité comme le montre la progression des minorités musulmanes dans ces pays voisins traduisant un nouveau phénomène d'expansion dans le temps court (voir carte en annexe 2). Aussi, le rapport d'août 2004 de la Direction des affaires stratégiques (DAS), la *Prospective géostratégique et géopolitique à 30 ans*, souligne que « l'un des premiers facteurs de déséquilibre, et donc de crise, pourrait provenir des évolutions démographiques prévues à l'horizon 2030 ». La faible démographie musulmane a contribué à expliquer dans le passé l'arrêt de l'expansion de l'Islam au contact des masses civilisationnelles (thèse de Fernand Braudel). En effet, d'une part, les territoires conquis n'ont pu être véritablement tenus et administrés au plus loin, comme une vague qui s'essouffle par manque de ressources humaines propres. D'autre part, cette vague déferlante sur des territoires faiblement peuplés s'est brisée sur les masses démographiques des grandes civilisations sédentaires (Europe occidentale, Europe centrale, Inde, Chine). Aujourd'hui, cette caractéristique de faiblesse démographique musulmane est renversée. Ainsi, la population européenne, dépassée par la population musulmane dans le pourtour méditerranéen depuis seulement l'année 1990, devra faire face dans l'avenir à un renouveau sérieux de l'expansion musulmane dans cette direction géostratégique affaiblie ; expansion qui a déjà commencée comme M. Izetbegovic, chef d'état de la Bosnie depuis

1995, l'annonçait dans sa "Déclaration islamique" de 1970 : « Quand doit-on utiliser la force ? Le choix de cet instant est toujours d'ordre pratique et dépend d'un ensemble de facteurs. Il y a cependant une règle générale : le mouvement islamique peut et doit prendre le pouvoir dès qu'il est en situation morale et numérique suffisante pour lui permettre non seulement de renverser le pouvoir non islamique en place, mais aussi d'installer un nouveau pouvoir islamique. (...) Par ailleurs, tarder à prendre le pouvoir signifie priver le mouvement islamique d'un puissant moyen de parvenir à ses fins tout en offrant aux autorités non islamiques la possibilité de le frapper et de disperser ses membres... ». La Bosnie est devenue depuis la première république islamique d'Europe.

Le facteur de la démographie présente donc un changement très favorable à la conquête islamique pour le XXI^{ème} siècle dans le cadre de la géopolitique du temps court.

2.2.2 – Ressources énergétiques

La découverte de l'or noir, dans des régions jusque là désertiques va bouleverser la donne géostratégique. A partir de 1901, les britanniques obtiennent la première concession d'exploitation pétrolière sur la quasi totalité de l'Empire perse. Après la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne se voit attribuer, aux termes de traités internationaux établis dans le cadre de la SDN, les territoires de l'Irak actuel et notamment la région de Mossoul, au nord de l'Irak, non loin de la Turquie (zone revendiquée par les kurdes). Quelques années avant la deuxième guerre mondiale, des réserves de pétrole sont découvertes au Koweït, jusque là province de l'Irak, et en Arabie Saoudite. Profitant de l'affaiblissement de l'Europe à la suite de la première guerre mondiale, les Etats-Unis vont se rapprocher des dynasties bédouines de la péninsule et notamment les wahhabites ainsi que les Seoud de sorte qu'en 1933, la première concession pétrolière est accordée aux Etats-Unis par l'Arabie saoudite. Sachant les bédouins très hostiles aux valeurs occidentales, les américains vont ménager ces derniers par le pacte de Quincy en 1946 dont on peut dire qu'il a constitué la dominante de leur politique avec les monarchies pétrolières.

De nos jours, la tendance de l'islam la plus conquérante, celle qui veut convertir, est aussi la plus riche en ressources énergétiques. En effet, l'argent du pétrole, essentiellement saoudien, s'impose dans l'offre théologique islamique. C'est ce qui explique que le wahhabisme a une supériorité croissante sur les autres écoles juridiques de l'islam sunnite, ceci du Sénégal à l'Europe jusque dans le Caucase et l'Asie centrale. Les pays musulmans détiennent 80% des réserves de pétroles mondiales (55% en accès fermé ou limité - voir carte en annexe 4). Mais les ressources énergétiques des pays musulmans restent comptées... l'épuisement des réserves de pétrole est estimé arriver vers le milieu du XXI^{ème} siècle. En effet, le vice-président américain Dick Cheney, par ailleurs ancien spécialiste du pétrole, déclarait que le point culminant de la production pétrolière avait été atteint en 1999. Il ajoutait que la

demande pétrolière augmenterait de 2% par an alors que la production pétrolière diminuerait de 3% par an. Autrement dit, l'offre ne répond plus suffisamment à la demande. Aujourd'hui, la production de pétrole plafonne à 80 millions de barils/jour et il faut envisager un déclin d'ici 15 à 20 ans. A cela, il faut ajouter que l'émergence de la Chine, dépourvue de réserves adéquates de pétrole et de gaz, gonfle la demande en hydrocarbures ce qui provoque, par effet domino, une hausse des cours. Pour les Etats-Unis, le contrôle de l'énergie est devenu la priorité de sa diplomatie (ce qui a eu une influence dans les Guerres du Golfe, en Irak, en Afghanistan...). Les Etats-Unis d'Amérique ont joué jusqu'à la date du 11 septembre 2001 un rôle particulièrement ambigu vis-à-vis du fondamentalisme islamique au point de le soutenir, certes non pas par adhésion, mais par stratégie des réseaux qui se sont retournés contre eux. En effet, sous l'égide du Shah, l'Iran devient rapidement une puissance régionale et se développe sur le plan économique et technologique en mettant en place un important réseau routier, ferroviaire et en développant des complexes sidérurgiques avec l'aide des européens et des américains. Mais prenant conscience de la puissance de son pays et de ses capacités à acquérir une plus grande autonomie, le shah va tenter d'échapper à la main mise des compagnies pétrolières anglo-saxonnes et développer une politique de non-alignement dite de troisième voie. Cette velléité d'indépendance inquiéta non seulement les stratèges américains mais également le puissant complexe pétrolier et la commission Trilatérale. Avec le feu vert de l'administration Carter, les services secrets occidentaux (la Cia et le MI 5 britannique) vont favoriser l'avènement de l'ayatollah Khomeiny. On raconte que lors de la Conférence de Guadalupe, Henry Kissinger aurait prononcé cette phrase : « We have to bring them back to the dark ages » (il faut les ramener au moyen âge). Autrement dit, en favorisant l'avènement d'un régime islamiste, les américains ont cru pouvoir avoir les mains libres pour exploiter les ressources énergétiques de l'Iran laissant aux mollahs le soin d'abrutir les masses. Mais l'opération tourne au fiasco et l'Iran devient une puissance régionale islamique. Il va largement contribuer au développement d'un islamisme radical et volontiers expansionniste. Il faudra attendre, hélas, le 11 septembre 2001 pour que les Etats unis prennent la mesure de la menace non sans avoir préalablement favorisé l'émergence de groupes tels qu'Al Qaïda. Les talibans, ont été les anciens protégés de la CIA et des sociétés américaines comme le fait remarquer Alexandre Del Valle dans son ouvrage *Islam Etats Unis, une alliance contre l'Europe* : « la plus éclatante confirmation de la pérennité de la stratégie américaine islamophile réside indéniablement dans le soutien apporté depuis 1994, par Washington aux ultra-fondamentalistes talibans qui ont pris le contrôle - depuis le 24 mai 1997, avec la prise de Mazar-i-Charif - de la quasi-totalité de l'Afghanistan ». Le défunt Commandant Massoud, tout en le déplorant, confirmait cette réalité : « Les Taliban se sont vantés eux-mêmes d'avoir le soutien américain et c'est un fait que Mme Raphaël [le sous-secrétaire d'Etat chargé de l'Asie] a toujours été du côté des Taliban » (Interview du commandant Massoud dans le Figaro du 21 octobre 1996).

Cette configuration a naturellement changé depuis l'attentat du 11 septembre et la deuxième guerre du Golfe. Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis continuent toujours de pousser des pays comme la Turquie – certes officiellement laïcs – à intégrer l'union européenne, d'une part afin de créer un islam

modéré et, d'autre part, en raison du caractère stratégique de ce pays, point de passage pour les gazoducs et oléoducs en provenance d'Asie mineure. Cette configuration est également en train de changer en raison des déclarations récentes du Président Bush, qui annonçait dernièrement que les Etats-Unis s'employaient à ne plus dépendre du pétrole du Moyen-Orient à moyen terme. D'autres pays ont également le même objectif. L'Union européenne reste pour l'instant très dépendante de ses importations et reste soumise, depuis un demi-siècle, à une dépendance historique à l'égard du golfe arabo-persique à laquelle s'ajoute celle à l'égard du gaz de Sibérie, de la Caspienne et de l'Iran. En Europe et en France en particulier, la maîtrise technologique du nucléaire qui offre une source d'énergie sûre et à prix fixe pourrait être un début de solution (partenariat pour le programme EPR (nucléaire 3^{ème} génération) de Flamanville par exemple) comme la recherche de ressources énergétiques alternatives.

En 2020, le taux d'interdépendance pétrolière atteindra 50% ; c'est-à-dire que plus de la moitié du pétrole consommé fera l'objet d'échanges entre grandes régions du monde. A partir de 2030, la baisse des réserves de pétrole conventionnel (dont le coût de production reste convenable) deviendra préoccupante. Selon le rapport de la DAS (*prospective à 30 ans*, août 2004), en 2020, 60 % de l'approvisionnement total en pétrole sera alors assuré par les pays de l'OPEP contre 40% en 2000 car des réserves seront en effet épuisées, notamment en Russie.

En attendant donc l'échéance de la mi-XXI^{ème} siècle du déclin du pétrole (et du développement industriel probable de l'énergie de fusion vers 2050), la ressource énergétique en pétrole donne une force exceptionnelle aux pays musulmans de tendance conquérante. Une force dont ne disposent pas les tendances modérées. Comme pour la démographie, c'est aussi peut-être, dans la géopolitique du temps court, une force à exploiter par l'islam dans sa volonté de conquête.

*

2.3 - L'instrumentalisation actuelle de l'Islam

L'instrumentalisation de la foi, selon un concept défini dans un document de la Conférence épiscopale de l'Amérique latine, est l'utilisation de mots et de raisonnements d'apparence conformes à la théologie de la religion "instrumentalisée" pour faire accepter des idées et des mots d'ordre politiques ; ou encore pour faire agir dans le sens voulu par les meneurs. C'est faire de la foi l'instrument d'une idéologie. Ainsi, les religions sont infiltrées et noyautées par les forces subversives qui veulent instrumentaliser la foi. Toutes les religions sont visées par un tel noyautage. Parmi elles, l'islam semble particulièrement vulnérable. Le communisme et d'autres courants ont réussi à infiltrer l'Eglise. On imagine sans peine que cela doit être bien plus facile dans l'islam qui ne dispose pas d'un magistère vivant. Mais les techniques révolutionnaires étant peu évolutives, on les reconnaît sans peine.

Le géopoliticien Aymeric Chauprade démontre que l'instrumentalisation de l'idée-force religieuse au service des Realpolitiks nationales a été pratiquée déjà dans les siècles passés : la France, l'Allemagne et l'Angleterre surent habilement jouer de l'idée d'unité islamique contre leur adversaire européen. L'instrumentalisation de l'islam n'est donc pas un phénomène récent mais il importe d'étudier l'instrumentalisation actuelle de l'islam pour comprendre la nouvelle donne géopolitique pour le monde musulman. En effet, cette nouvelle donne géopolitique permet de mieux appréhender le contexte favorable d'expansion de l'islam de nos jours. Pour M. Chauprade, « depuis ses origines, l'islam est une idée-force que manient les pouvoirs musulmans, qu'ils soient étatiques, intra-étatiques ou trans-étatiques, afin de servir leurs intérêts et d'augmenter leur influence » (in *Le XXI^{ème} siècle sera-t-il musulman ?*, 2004). Des chefs musulmans pratiquent l'instrumentalisation de l'islam à leur profit. Ce n'est pas nouveau et cela pourrait même être considérée comme un mode traditionnel. D'ailleurs, Madame Fallaci, dans *La Rage ou l'Orgueil*, nous apprend que « l'imam est un notable qui dirige et administre sa communauté avec tous les pouvoirs. (...) Il est un politicien qui durant le sermon lance des messages politiques, pousse les fidèles à faire ce qu'il veut. Toutes les révolutions de l'islam ont éclaté grâce aux imams des mosquées ». Gardons ce fait là en mémoire et étudions maintenant l'instrumentalisation venant de l'extérieur suivant ses trois plus grandes facettes : le jeu anglo-saxon, l'internationale communiste et le rôle chinois.

2.3.1 – Le jeu Anglo-saxon

(Voir carte en annexe 5).

Après la deuxième Guerre mondiale, dans le sillage de l'Angleterre et de l'Allemagne, les Etats-Unis décidèrent de jouer la carte islamique pour contribuer à détruire de l'intérieur l'Empire soviétique et pour contrecarrer le communisme soviétique qui menaçait de prendre pied au Moyen-Orient. Les américains utilisèrent initialement la Turquie et le Pakistan comme piliers importants de leur stratégie de *containment* du bloc communiste. Dans le monde arabe, les Frères musulmans furent appuyés contre les nationalistes. Plus tard, pour lutter contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan, l'axe Etats-Unis - Arabie Saoudite – Pakistan – Indonésie finança l'islamisme radical. Le but était de contrer le projet de développement du nationalisme arabe et les appétits soviétiques dans leur "course aux mers chaudes". L'islam traditionnel était considéré par les Anglais et les Américains comme le meilleur conservateur des ressources pétrolières mondiales, comme la garantie que les Arabes resteraient les marchands rentiers du pétrole et n'iraient pas vers l'indépendance stratégique par la modernisation politique et économique de leurs sociétés. « La stratégie américaine de la "ceinture verte" se révèle être finalement l'un des leviers essentiels de l'expansion des mouvements islamistes qui sévissent actuellement un peu partout dans le monde, notamment en Afghanistan, au Pakistan, en Afrique du Nord, en Turquie, au Proche-Orient en général et même en Europe. » (André Frament, *L'islam(isme) aujourd'hui*, éd. AFS, 2004).

Une autre stratégie américaine, souvent dénoncée et parfois reconnue, est celle de la "dorsale islamique européenne". Ce projet viserait à installer un ensemble de petits états musulmans sous contrôle turc en Europe. Le but pourrait être d'affaiblir l'Europe selon le procédé de "l'épine dans le pied". Il pourrait également être de mieux contrôler l'espace turcophone en "embourbant" la géopolitique turque en Europe. Cette stratégie a pu être partiellement dévoilée par le jeu américain dans les récentes crises et guerres balkaniques. Vladimir Volkoff, pourfendeur infatigable de la désinformation, Alexandre Del Valle auteur de *Guerre contre l'Europe* ou de *Islam Etats-Unis, une alliance contre l'Europe*, Michel Collon dans *Monopoli*, le général Pierre-Marie Gallois dans *Le soleil d'Allah aveugle l'Occident*, Victor Loupan dans *le Défi russe* ou Jean Sévilla dans *le Terrorisme intellectuel* dévoilent, expliquent avec conviction ces "manœuvres" et tentent des solutions pour l'Europe. Le *Washington post*, lui-même, écrit « Le troisième empire américain, après l'hégémonie yankee sur l'Amérique latine et l'influence américaine sur l'Europe depuis la deuxième guerre mondiale, sera constitué par un vaste mouvement de peuples musulmans dominés par les Etats-Unis, du Golfe persique à l'Adriatique ». La revue *Li Miles* a appelé cet empire "dorsale islamique".

Plus officiellement (et diplomatiquement), la doctrine de remodelage du grand Moyen-Orient énoncée par l'administration Bush au début de l'année 2004 et inspirée des thèses internationalistes et idéalistes wilsoniennes, présente une certaine vision idéologique du monde. « Tant que cette région sera en proie à la tyrannie, au désespoir et à la colère, elle engendrera des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité des Américains et de leur alliés. Nous soutenons les progrès démocratiques pour une raison purement pratique : les démocraties ne soutiennent pas les terroristes et ne menacent pas le monde avec des armes de destruction massive. » Discours de George W. Bush au Congrès, le 4 février 2004. Les Etats-Unis n'ont eu cesse alors (en prenant soin toutefois de ménager les susceptibilités de régimes alliés stratégiques peu conformes aux critères démocratiques) de rappeler leur volonté de libérer les peuples du joug de leurs dictateurs et de ramener la paix et la démocratie dans une partie du monde dont le potentiel déstabilisateur en faisait une zone particulièrement sensible et au cœur de l'intérêt national américain. Cette approche, dont les détracteurs ont dénoncé un messianisme et un impérialisme sous-jacent potentiellement dangereux, puisque susceptible de déclencher un choc des civilisations, ne saurait toutefois se comprendre sans appréhender l'orientation résolument pragmatique qui anime la politique étrangère américaine depuis le début de son histoire. Cependant, la fièvre de l'anti-américanisme s'est propagée de part et d'autre de la scène internationale et notamment dans le monde arabo-musulman en réponse à l'intervention américaine en Irak.

Par ailleurs, au lendemain de la guerre froide, le jeu islamique peut servir les américains dans leur politique hégémonique mondialiste pour justifier, tant auprès des instances internationales qu'auprès de leur opinion publique interne, des choix géopolitiques forts et des budgets de défense conséquents.

Ainsi, force est de constater aujourd'hui que le nouvel ennemi islamiste global joue pour les Etats-Unis un rôle semblable à celui que jouait l'ennemi communiste.

Cependant, à l'heure où cette vaste région du monde est marquée par d'importants bouleversements politiques, il est encore difficile de déterminer correctement les évolutions à court ou moyen terme. Cette instrumentalisation de l'islam par le jeu anglo-saxon donne cependant une caisse de résonance à l'islam dans sa participation à la scène internationale. Le jeu islamique y a très certainement gagné pour devenir un acteur de plus en plus incontournable.

2.3.2 – L'internationale communiste

Témoignages sur l'instrumentalisation de l'islam

Selon Ben Works de l'Institut de recherches stratégiques des Etats-Unis : « Pour l'UCK, l'idéologie marxiste est un élément important ; mais la caractéristique qui favorise le recrutement est constitué par le nationalisme albanais militant du groupe. L'appel de son chef s'adresse à la population musulmane de l'ethnie albanaise de manière à exploiter le nationalisme de celle-ci en termes musulmans » (Le Figaro du 5 avril 1999).

Mgr Macram Max Gassis, évêque d'El Obeid au Soudan : « Nous avons toujours dialogué avec l'islam. Des chrétiens, des musulmans, des animistes viennent dans nos écoles et dans nos hôpitaux. Mais le fondamentalisme islamique est une idéologie politico-économique qui se sert de la religion comme d'une couverture. » (La force de la Croix, reportage sur le Soudan par Thomas Grimaux. Edité par l'A.E.D. en 1999).

Le Point n°1210 du 25 novembre 1995, sous le titre « la Révolution enlisée », écrit, sous la plume d'un recteur persan, Houchang Nahavandi : « La révolution iranienne est une imposture. Elle a été faite au nom de l'islam, mais en fait, en Iran, l'islam est devenu une idéologie. Il n'est plus une pratique religieuse constate un observateur occidental. »

« La route de Berlin passe par l'Afghanistan » et « la route de Paris passe par Alger » Lénine, 1920.

L'instrumentalisation de l'islam : le cas de l'Iran

Prenons le cas de l'Iran qui fut réputé être, hélas à juste titre, une des incarnations les plus tragiques de l'islamisme. Il y a dans ce pays un quadrillage des populations par des comités - en russe, on dit des soviets. Il y en a par quartier, par maison. La terreur "soviétique" règne. Houchang Nahavandi nous indique que chaque comité de quartier a son tribunal révolutionnaire dont le chef, au sens propre du mot, agit arbitrairement.

Il n'y a pas, il n'y a pas eu deux cents millions de russes communistes. Il n'y a pas huit cents millions de chinois qui soient communistes. Il y a eu et il y a des centaines de millions de personnes encadrées, quadrillées par des méthodes communistes. La sanguinaire méthode employée est toujours la même. Il

s'agit de créer des structures dans lesquels l'homme, chaque homme, sera surveillé, dirigé, télécommandé par le noyau dirigeant de la structure. « La révolution iranienne se dit anti-capitaliste, anti-occidentale. Alors qu'elle pourrait se dire anti-marxiste, car les marxistes se disent incroyants, voire même ennemis de Dieu, donc plus méprisables et plus haïssables pour l'islam que les gens du livre. Cette hostilité anti-occidentale est un des traits des progressismes philo-communistes : ils sont contre le même, au même moment. » (André Frament, *L'islam(isme) aujourd'hui*, éd. AFS, 2004). Dans la rue, les gardiens de la révolution défilent le poing fermé. Il a été édité un manuel qui s'appelle *Tactiques et technique de la révolution*. Il explique comment on fabrique, on gère, comment on réussit une révolution islamique. Dans le manuel, on explique « comment utiliser les mosquées comme base arrière des mouvements terroristes, comment fabriquer de fausses funérailles, de faux cadavres pour ameuter les populations, pour créer la psychose du sang, comment organiser des grèves ciblées sur des points fragiles du pays... » (L'Homme Nouveau du 18 juin 1995). Le manuel conseille de faire venir des journalistes des télévisions occidentales. Cette télévision et l'Occident sont présentés comme l'incarnation de *Sheitan* (Satan) ; mais ce sont ces journalistes-là qu'il faut faire venir pour influencer l'opinion publique des pays occidentaux. Cela veut dire que les occidentaux seraient visés par ce nouvel avatar de la révolution marxiste.

Le phénomène en Iran est très grave mais très instructif car la Révolution a conquis un nouvel appareil d'État. L'Iran, par l'instrumentalisation de la foi islamique qu'il pratique, risque fort d'avoir une influence tragique dont on ne voit que le début. Le recteur persan Houchang Nahavandi écrit : « Le danger, pour ces pays-là, c'est de descendre en enfer ! » Mais il ajoute aussi, et cela nous touche de beaucoup plus près : « Il arrivera un jour, très rapidement, où les lois de la République Française ne seront plus appliquées dans des pans entiers du territoire ». Un auteur aussi respecté, aussi modéré, aussi peu alarmiste qu'Yves Lacoste parle même d'un danger qu'il voit — le terme est un peu excessif, pas le fond — d'une "bosnisation" de la France. Houchang Nahavandi, si proche des Français, par le souci qu'il porte à leur pays, écrit dans le même journal « De tous les pays mis en danger (par l'islamisme), c'est l'Europe, c'est la France qui sont les plus visés. » Et il ajoute, ce qui renforce d'autres témoignages : « La tentative inédite de la mainmise inévitable des intégristes sur les communautés d'Algériens en Europe, a déjà commencé. Les intégristes tenteront de les soumettre par des moyens quasi terroristes. On essayera d'imposer, au nom d'une vague Charia dont personne ne connaît les contours, la loi de la république islamique d'Algérie aux communautés algériennes en France... » etc. On parle maintenant de plus d'un millier de zones en France où la police ne peut plus exercer normalement ses missions sauf à y intervenir suivant des méthodes de commandos.

Un article d'Edouard Sablier, dans *Valeurs Actuelles* du 30 décembre 1995, révèle, suite à la recréation du *Komintern* à Sofia le 5 novembre 1995, que les mouvements islamistes (d'Iran et du Pakistan) sont comptés parmi les partis communistes qui ont constitué le nouveau *Komintern*. De plus, le communisme international a installé ses centres de décisions en France (sans doute par souci de

sécurité) en liaison avec le PCF. Les ambassadeurs de l'Angola, du Laos et de l'Afrique du Sud participaient aux travaux de la réunion à Sofia. L'islamisme serait donc, par au moins une de ses branches, un avatar du parti communiste. Cet exemple illustre donc encore l'instrumentalisation de l'islam par l'internationale communiste. Il pourrait expliquer en France le développement de mosquées particulièrement dans des communes où le communisme est majoritaire. Cette tendance est corroborée par "l'affaire du tchador" en 1993, à Mantes-la-Jolie dans les Yvelines, où quelques trois cents personnes étaient encadrées par des militants d'organisation trotskistes et des "membres de la mosquée" de la ville en présence de trois journalistes de la télévision iranienne IRIB (*Islamist radio information*) et suite à plusieurs jours d'affrontements avec les forces de l'ordre. Cette manifestation dénonçait la laïcité, la circulaire Bayrou, l'intolérance et la répression. Un autre exemple plus récent tend à confirmer cette thèse. Le maire PCF de Montreuil, Jean-Pierre Brard, lors du colloque sur "la laïcité dans la cité" organisé en juin 2006 par l'Association des maires de grandes villes de France, a évoqué le financement des lieux de culte musulmans et les contournements possibles de la loi de 1905 sur la laïcité, qui interdit toute subvention de l'Etat, pour répondre à l'attente musulmane. En France, la construction de mosquées se multiplie. Ainsi, on est passé de 100 mosquées en 1970 à 2 145 en 2006 pour une population musulmane passant de un million à plus de 6 millions (estimation courante) dans le même temps. Cette montée en puissance est à mettre en relation avec le ratio d'églises par catholiques. En France, avec 40 millions de catholiques pour 39 000 églises, le ratio est d'une église pour 1 025 catholiques. En comparaison, le ratio est d'une mosquée pour 2 797 musulmans en 2006 alors qu'il était de un pour 10 000 en 1970. Le phénomène devrait s'accroître dans les années à venir comme le suggère le rapport de la commission Machelon proposant que les communes puissent financer la construction de lieux de culte (les autres religions ne progressant pas, le principal bénéficiaire en serait l'islam). Cette tendance est inquiétante pour la stabilité locale sachant que les mosquées sont ordinairement le lieu idoine de prédication (par des imans souvent "importés") et que l'Islam est un système politico-religieux-social qui vise à imposer sa norme, ses règles et ses lois, au moins pour les musulmans, au détriment des lois du pays d'accueil. La force de l'islam tient aussi de nos faiblesses. Ainsi, Monseigneur Bernardini, archevêque de Smyrne en Turquie, lors du synode des évêques européens en 2000, concluait en suppliant de ne jamais concéder aux musulmans une église catholique pour leur culte : « ce serait pour eux la preuve la plus certaine de notre apostasie ».

Des liens entre l'internationale communiste et l'islamisme ont également été prouvés au Caire avec le journal fondamentaliste *Al Shaab* dirigé par l'ancien marxiste Abdel Hussein, en Algérie dans les attentats terroristes et dans l'implantation de réseaux dormants dans les démocraties occidentales où l'apparition d'un nouveau groupe, les *Ansarallah* (partisans d'Allah), fait apparaître des connexions iraniennes, libanaises, irlandaises, syriennes, cubaines et vietnamiennes. De même, des islamistes d'Egypte, du Soudan, d'Algérie et les kurdes du PKK sont manipulés par des équipes spéciales formées, parfois encadrées ou même remplacées par des professionnels de la Stasi ou de l'ancien KGB.

Tous ces exemples montrent le jeu de l'internationale communiste qui n'est plus le jeu seul que menait l'ancien bloc soviétique mais celui d'immenses organisations disposant de ramifications internationales dont le terrorisme iranien est l'un des éléments importants. Cette instrumentalisation de l'islam par le communisme permet de mieux l'implanter dans des zones où il était faiblement installé et souvent discret. Cette instrumentalisation a pour effet, en quelque sorte, de casser le jeu de l'intégration qui est une politique possible face aux minorités. L'effet inverse obtenu est celui de la montée des communautarismes. Un autre effet de cette instrumentalisation est de fournir "clé en main" des méthodes de manipulation des masses à des chefs islamiques.

2.3.3 – Le rôle de la Chine

Le rôle de la Chine peut se comprendre de deux manières. La première, et la moins déterminante ici, est celle de défense interne face aux dangers des minorités dans la province du Xinjiang, au Tibet et en Mongolie intérieure (minorités ouïgoures musulmanes, tibétaines et mongoles). (Voir carte en annexe 6). La seconde, et qui instrumentalise l'islam, est le projet d'alliance tactique avec le monde musulman contre l'Occident dans le but de rééquilibrer le poids stratégique international des deux parties. Cette alliance vise également à s'assurer de la libre disponibilité de ressources énergétiques au Moyen-Orient, ce que les Etats-Unis essayent d'ailleurs de contrecarrer.

D'une part, la Chine sait que son unité de fer pourrait être fragilisée à sa périphérie sous l'action centrifuge de ses minorités, comme les Ouïgours. La plus importante des minorités nationales est située au Turkestan Oriental, la province chinoise de Xinjiang, une région pétrolifère en première ligne d'une triple confrontation : avec la Russie, avec l'islam, avec l'Occident dont les visées, depuis la chute de l'union soviétique, en Asie centrale sont connues. Discrètement soutenus par la Turquie, les autonomistes Ouïgours disposent à Ankara d'un appui : Souleiman Demirel, le président de la République qui espère une "renaissance de tous les peuples turcs", des Balkans au Pamir. Ces visées panturques instrumentalisent l'autonomisme Ouïgour qui pourrait servir de tête de pont occidental si la région, qui jouxte les Etats du Kirghizistan, du Kazakhstan et du Tadjikistan, venait à se déstabiliser. La Chine se doit donc de prendre ces menaces en compte suivant une politique défensive.

D'autre part, importateur net de pétrole depuis 1993, la Chine verrait sa dépendance énergétique augmenter durant des prochaines décennies, passant de 33 % en 2002 à près de 60 % en 2020. Ainsi, une maîtrise des voies de transit des hydrocarbures en provenance des pays détenteurs de réserves est un impératif stratégique croissant au fur et à mesure de la modernisation de l'économie chinoise. De plus, l'inquiétude concernant le jeu américain subsiste à Pékin : la "lutte antiterroriste" se traduit par une implantation américaine dans le hinterland asiatique et à un encerclement de fait de la Chine. La Chine doit donc ajuster sa politique vis-à-vis du monde musulman à sa périphérie. Ainsi, Samuel

Huntington fait ainsi allusion à "l'alliance tactique et militaire confucéo-islamique" contre l'occident. En effet, la Chine aide les musulmans à acquérir des armements et matériels technologiques de pointe (ventes d'armes à l'Irak, à la Libye, aides dans le domaine nucléaire à l'Algérie et à l'Iran, exportation de technologies de missiles longue portée au Pakistan...).

Selon André Frament, dans *L'islam(isme) aujourd'hui*, la Chine a aussi influencé des talibans (étudiants afghans) qui avaient pris le pouvoir à Kaboul. En effet, l'idéologie talibane associait l'islam et la doctrine maoïste "au service du peuple" comme le montre le professeur Franz Schurman de l'université de Berkeley dans *Afghanistan's taliban rebels blend Islam and maoism* (30 septembre 1996). Les étudiants afghans avaient d'abord été instrumentalisés par les marxistes léninistes pendant les années 1960 avant de basculer dans l'islam au début des années 1980 et d'être instrumentalisés par les américains. Dénoncés et craints maintenant par les occidentaux qui les voient comme des terroristes endoctrinés par les extrémistes Arabes, les talibans, en fait, n'en sont pas. Ils sont révolutionnaires tout comme les communistes de Mao. S'ils avaient réussi en Afghanistan, leur impact ne se serait pas limité au Pakistan voisin (sunnite également et attiré par cette idéologie "au service du peuple") mais à la Russie, à l'Inde et au Tadjikistan où les musulmans sont quasiment tous sunnites. En 1994, en appliquant les concepts de Mao sur la conduite de la guerre, les talibans balayèrent Gulbuddin Hikmetyar, le plus puissant chef de guerre afghan, puis prirent Kaboul. La première réaction de Washington à la victoire des talibans fut plutôt favorable, surtout par suite de leurs différends avec l'Iran chiite. Mais si l'élan révolutionnaire des talibans sunnites se propageait en Arabie saoudite, en Egypte ou en Bosnie, les jeux en seraient bouleversés. Ce qui expliquerait, en poursuivant la thèse de Franz Schurman, pourquoi les Etats-Unis ont voulu détruire prioritairement cette base maoïste et pourquoi aussi, les troupes de l'Alliance du Nord (qui avaient l'appui de la Russie) ont coopéré à l'offensive américaine et ont pris Kaboul. Mais les cadres maoïstes continuent leur travail "islamique" au Cachemire et au Népal.

La Chine a donc un rôle non négligeable d'instrumentalisation de l'islam pour se protéger, mais aussi pour conserver une profondeur stratégique vers l'Asie centrale en direction de ses sources d'approvisionnement énergétique et vers sa périphérie Sud-ouest pour contrôler ses marches au contact de l'Inde, principal voisin d'envergure croissante.

Ainsi, l'instrumentalisation de l'islam pour garder les masses musulmanes dans l'ignorance pour mieux les manipuler ou pour s'épargner une concurrence économique, selon le jeu anglo-saxon, est opposée à une tendance modérée ; cette instrumentalisation a pour effet de mieux asseoir les tendances traditionnelles voire fondamentalistes et de donner un plus grand rôle à l'islam sur la scène internationale. De plus, l'instrumentalisation marxiste exploite le prosélytisme guerrier de l'islam au service d'une Internationale mais a pour effet direct de renforcer ce prosélytisme en lui donnant des méthodes. Enfin, l'instrumentalisation par la Chine vise à protéger ses intérêts stratégiques

principalement face au jeu américain mais donne aussi un rôle à l'islam dans de nouvelles géopolitiques triangulaires Etats-Unis – Chine – Monde musulman ou Inde – Chine – Monde musulman. Par conséquent, toutes ces instrumentalisation permettent à certains responsables d'Etats musulmans d'exploiter l'appui que leur donne de grandes puissances pour se renforcer puis pour partir un jour à la conquête de la périphérie du monde musulman. Il s'agira alors de reprendre la conquête islamique à long terme et avec une vision mondialiste. Tout cela n'est donc pas favorable à la paix internationale mais ces instrumentalisation ne sont que le reflet de la lutte des pouvoirs étatiques, trans-étatiques ou intra-étatiques, bref le reflet du jeu géopolitique dont l'islam est une des multiples facettes dans la considération des divers facteurs, mais une facette d'importance croissante.

Le monde musulman a évolué et sa situation géopolitique présente une nouvelle donne qui permet à l'islam de retrouver sa puissance, différente du passé mais déterminante car il dispose de ressources importantes et car le jeu lui en est facilité par les grandes puissances étatiques ou trans-étatiques qui cherchent à l'instrumentaliser. Ces facteurs sont ceux du temps court, ceux du changement. L'islam, combinant alors les facteurs du temps long et ceux de ce temps court, peut repartir à la conquête du monde.

3 - Les modes d'action de la conquête

Né au Caire en 1938 et formé en France et en Hollande, le père Samir Khalil Samir vit à Beyrouth où il enseigne dans différentes facultés de l'université jésuite Saint-Joseph et où il a fondé le CEDRAC (Centre de Documentation et de Recherches Arabes Chrétiennes). Chrétien arabe, il est encore président de *l'International Association for Christian Arabic Studies*. Dans le livre *Cent questions sur l'islam*, (interview de Samir Khalil Samir, propos recueillis par Giorgio Paolucci et Camille Eid, éd. Marietti, Gênes, 2002), le père Khalil Samir répond à ceux qui soutiennent que l'Islam signifie étymologiquement "paix et tolérance" : « Les occidentaux, qui répètent ces affirmations, connaissent bien peu l'islam. Ils acceptent bien volontiers ces thèses provenant de milieux musulmans, alors qu'en réalité elles sont inexactes. Les mots islam (dérive du verbe aslama, qui signifie "se soumettre" ou "s'abandonner à") et salam (*signifie paix*), s'ils dérivent de la même racine, n'ont pas entre eux un contact direct ». Mais il faut savoir également que cette nouvelle "interprétation" du mot "islam" est toute récente. Cette soumission donc, qui doit être partagée par le plus grand nombre dans le projet islamique, doit s'établir selon une stratégie qui peut se décliner en trois modes d'actions que nous pouvons déjà observer et qui sont adaptées aux différents contextes géopolitiques d'application. Ces modes d'action sont la conquête "pacifique", le terrorisme et enfin la guerre islamique.

3.1 – La conquête « pacifique »

3.1.1 – La pression démographique

M. Chauprade constate que « dans trente ans, la rive Nord des pays chrétiens de la Méditerranée aura gagné six millions d'habitants. Dans le même temps, la rive Sud des pays musulmans en aura gagné cent. Il y aura alors 340 millions de musulmans jeunes autour de la Méditerranée et seulement 170 millions d'européens (mais âgés). D'ici là, si l'Occident et ses alliés modérés du monde musulman ne réussissent pas à faire échec à l'islam politique, l'Europe ne vivra plus en paix » (*Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire*, 2007, p.460). Cet aspect démographique qui est une des ressources du monde musulman, que nous avons pu voir précédemment, va donc pouvoir être utilisé dans le mode d'action "pacifique".

Premier exemple : l'Asie du Sud-est

« Sur le front oriental, l'islam progresse à Timor, ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1975, ainsi que dans les philippines, notamment dans la seconde île de l'archipel, Mindanao, et en Chine dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang exposée à des tentatives de déstabilisation. Un point commun unit tous ces pays : ce ne sont pas des mouvements militaires islamiques qui agissent ; ils ont été conquis, de facto, par la natalité d'immigrés de confession islamique venus de pays limitrophes ou d'importation lointaine. Au fil des années, cette natalité prolifique a permis d'accroître la population musulmane, devenue majoritaire. Cette population a clairement fait comprendre que le pays d'accueil leur appartenait désormais parce qu'elle était numériquement la plus nombreuse. » (Henri de Fersan in *Le XXI^{ème} siècle sera-t-il musulman ?*, 2004).

Deuxième exemple : la France

1981 : 144 000 entrées totales (solde migratoire), dont 100 000 Algériens ;

1987 : 161 000 entrées de plus que de sorties venant d'Afrique ;

1998 : nombre d'arrivées légales : 136 000 dont 21 000 de l'UE ;

2000 : chiffre communément présenté par les médias : 100 000 arrivées/an ;

2001 : nombre de demandes d'asile : 47 000 (arrivées le plus souvent clandestines) ;

2003 : M. Raffarin souhaite stabiliser l'arrivée des migrants à 100 000 par an ;

2003 : 173 000 immigrés légaux, dont 136 000 non européens (Le Parisien 09/11/2004).

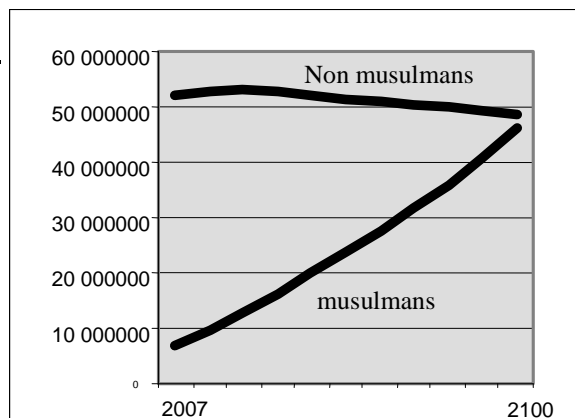
La fourchette raisonnable pour les immigrants actuels en France est de 70 000 (limite basse) à 150 000 (limite haute), clandestins compris ; chiffre très "raisonnable" compte tenu du chiffre de 2,2 millions d'immigrants annuels légaux et clandestins constatés pour l'Europe (cf. 2.2.1).

- Taux de natalité global français (pour 1 000 habitants) : 11 (estimation hors population musulmane) ;

- Taux de natalité musulmane (pour 1 000 habitants) estimé autour de 23 (donc environ 160 000 naissances par an pour moins de 800 000 naissances par an au total en France) ;

Tenant compte de ces estimations, un calcul nous amènerait aux tableaux suivants (qui ne donnent que des ordres de grandeur tant il est difficile d'avoir des chiffres exacts), en considérant l'évolution actuelle sans changements particuliers atténuant ou amplifiant les données :

	Musulmans	Non musulmans	%musulmans
2007	7 000 000	52 000 000	13%
2010	9 724 118	52 749 347	16%
2020	12 838 147	52 975 586	20%
2030	16 289 114	52 673 425	24%
2040	19 991 793	52 087 291	28%
2050	23 829 905	51 509 890	32%
2060	27 660 827	50 941 092	35%
2070	31 600 982	50 380 768	39%
2080	35 953 365	49 828 793	42%
2090	40 761 104	49 285 041	45%
2100	46 071 839	48 749 391	49%



Cela signifie que les musulmans pourraient représenter :

20% de la population totale française en 2020 - 30% de la population totale française en 2045

40% de la population totale française en 2072 - 50% de la population totale française en 2102

Qu'en sera-t-il de l'unité géopolitique intérieure de la France dans vingt ans, si l'intégration ne s'est pas faite d'ici là (si tant est qu'elle soit encore possible) ? Car, compte tenu du chiffre attendu pour 2030, un tiers de la population de nationalité française sera issue du continent africain (Afrique du Nord et Afrique noire) et en 2050, un tiers de la population sera musulman. Avant 2100, un vote pourrait donner naissance à une république islamique en France.

Il est à noter que ces calculs se font sur une estimation basse si l'on en croit les réprobations de M. Jean-Claude Barreau en 1992 alors qu'il était président de l'Institut national d'études démographiques (INED) à propos d'un "mensonge officiel" des chiffres : « Si donc le nombre d'étrangers n'augmente pas, celui des français d'origine étrangère progresse considérablement en vertu des naturalisations. Il atteint aujourd'hui le quart de la population. On compte 14 millions d'étrangers d'origine dont 10 millions sont devenus français. Quand on compare ce chiffre aux 4 millions d'étrangers recensés, on comprend l'ampleur du mensonge officiel (...) ». On pourrait alors en déduire un nombre approximatif de 12 millions de musulmans déjà en France en 1992. Qu'en serait-il depuis ?

Comme le montre l'exemple du front oriental ou celui de la France, la question démographique agit donc sur les rapports de force au sein des États par le poids croissant des minorités et par l'intensité des flux migratoires mondiaux. La démographie musulmane est globalement en progression, principalement dans les pays non-musulmans de la périphérie du monde musulman grâce à un taux très fort de natalité comparé à celui des pays d'accueil et grâce à une immigration importante en

provenance des pays musulmans. La DAS, dans sa *Prospective géostratégique et géopolitique à 30 an*, d'août 2004, prévoit que « les migrations pourront affecter la cohésion des pays d'accueil, que ce soit pour les pays du Nord comme en Europe, ou pour les pays du Sud comme en Afrique sub-saharienne, pouvant conduire à des crises internes si la montée des communautarismes ne donne pas lieu à des réponses politiques adaptées ». D'après ce rapport encore, « le Moyen-Orient, qui concentre beaucoup de pays à forte fécondité, pourrait voir émerger une jeune génération nombreuse et sans réelle perspective socio-professionnelle, que ce soit au Yémen, en Jordanie, dans les territoires palestiniens ou même en Arabie Saoudite, pouvant alors être encline à entretenir l'affrontement israélo-arabe ».

Ainsi l'aspect du facteur démographique est crucial dans le mode d'action de la conquête pacifique car il introduit un contre balancement voire un renversement des rapports de force. La pression démographique est le préalable indispensable à l'installation de la pression communautaire.

3.1.2 – La pression communautaire

La pression communautaire vise à souder les musulmans entre eux dans un même pays d'accueil. Ainsi, Annie Laurent cite le projet de Tarik Ramadan, professeur de philosophie et d'islamologie à Genève et à Fribourg : « son projet passe par la communautarisation de l'islam en Europe. A savoir, la mise en place de lois dérogatoires au droit commun qui assureront la première étape de son projet : la réislamisation des musulmans. En attendant la seconde [la seconde étape étant l'islamisation de l'Europe]. » (in *Le XXI^{ème} siècle sera-t-il musulman ?*, 2004). L'historien et juriste, Philippe Bernard, conseiller municipal de Lille et conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, parle aussi du phénomène médiatique nouveau de Tarik Ramadan, interdit de séjour en 1995 sur le territoire français, qui reste, sous des aspects de véritable séducteur, un néo-fundamentaliste qui revêt d'habits neufs une vieille rhétorique islamique. Formidable éducateur, la vente d'environ 100 000 cassettes de ses conférences par an participe à ce projet de réislamisation des musulmans.

Par ailleurs, en 1981, le conseil islamique pour l'Europe a rendu publique une *Déclaration universelle des droits de l'homme en Islam*. Tous les droits énumérés y sont soumis à une norme supérieure, la Charia. Les droits reconnus aux non musulmans sont ceux de la "dhimmitude" (tutelle), donc sans égalité avec les musulmans. La déclaration mentionne également que « tout musulman a le droit et le devoir de refuser d'obéir à tout ordre contraire à la Loi islamique, et de combattre contre l'oppression, même si cela conduit à contester la plus haute autorité de l'Etat ».

Ainsi, comme le rappelle le conseiller Philippe Bernard, les relations des différentes autorités françaises avec les musulmans se cristallisent maintenant sur un certain nombre de questions : mosquées, foulard islamique, repas sans porc à la cantine, piscine, marché *Hallal* ("licite"), enseignement de l'histoire, aumônerie dans les écoles et les prisons (sur 60 000 détenus, 60% sont d'origine musulmane), formation des imans... La résolution de ces questions est imparfaite et le

restera tant que les musulmans ne seront pas parvenus à imposer le règlement de tous les problèmes politiques et sociaux par l'application de la charia. La perspective, dans les pays d'accueil d'une minorité musulmane grandissante, est donc celle d'une véritable islamisation par le bas, suivant un processus de communautarisation, par l'application des principes musulmans dans tous les domaines de la vie publique.

Signes précurseurs du communautarisme :

Demande ou mise en place spontanée de :

- Listes électorales communautaires (dans ou en dehors des "quartiers communautaires") ;
- Écoles / Magasins / Cliniques / Entreprises / TV / Radios communautaires ... ;
- Revendications communautaires concernant certaines fêtes, certains jours fériés ;
- Lois ou tolérances particulières (tenues, polygamie, excision, abattage rituel, etc) ;
- Reconnaissance de langues communautaires (comme pour les langues régionales).

M. Manuel VALLS, maire socialiste d'Evry, parle du communautarisme en marche dans Le Monde du 18 juin 2003 : « Je crois que notre modèle d'intégration ne fonctionne plus. La ségrégation sociale, territoriale, ethnique a gagné du terrain. La "ghettoisation" de certains quartiers produit une forme de communautarisme, de repli religieux, qui offrent des repères et un sentiment d'appartenance que notre République n'est plus capable d'apporter. Les flux migratoires ont changé. Ce ne sont plus les travailleurs nord-africains d'il y a trente ans, mais une poussée qui vient du sud, plus diverse, moins francophone. Du coup, l'habitat social se "spécialise". Même les commerces se spécialisent. Les cafés, les restaurants, les épiceries qui visent à spécialiser sont une réalité. »

Ces signes précurseurs du communautarisme sont partout observables dans un certain nombre de pays "cibles" du mode d'action "pacifique". A la pression démographique puis communautaire s'ajoute alors celle qui est psychologique.

3.1.3 – La pression psychologique

La pression psychologique s'applique selon le même processus que celui utilisé dans les guerres révolutionnaires ou dans les régimes communistes. Ce processus peut aller jusqu'à la terreur dans son extrême. En effet, nous l'avons vu, l'instrumentalisation communiste a eu pour effet de donner des méthodes de manipulation efficaces aux chefs islamiques. Il est donc naturel de retrouver ces méthodes appropriées et réutilisées par l'islam sur le terrain.

« Pour pouvoir se maintenir, l'islam doit donc absolument, dans ses principes mêmes, instaurer un système de pression qui interdise toute réflexion sur son identité et ses origines. Bref, faire disparaître ses sources judéo-chrétiennes. Et pour ce faire, il doit utiliser la force : recours à la force pour interdire

à tout musulman de réfléchir sur le Coran, sous peines de pressions ou de condamnation, celui-ci devant prendre le Coran "à la lettre" et sans réfléchir plus avant ! recours à la force pour lui interdire de se convertir à toute autre religion sous peine de condamnation à mort. Aucune possibilité n'est donc laissée au musulman pour réfléchir sur sa foi et ses sources, et encore moins pour les remettre en cause.» (Jean Alcader, *Le vrai visage de l'islam*, 2006). « S'ils renient leur foi, attrapez-les et tuez-les où que vous les trouviez » (S4, V89). « Ceux qui renient leur foi sont orgueilleux ; ils sont maudits ! Fais-leur la chasse et, où qu'ils se trouvent, ils seront capturés et tués impitoyablement, car la loi d'Allah est irrémissible » (S33, V60-32). Ces versets du Coran sont régulièrement rappelés et confortés depuis le Moyen-âge, avec le "penseur" musulman Ibn Taymiya par exemple, jusqu'aux prêches des imams de nos jours. La secte des "assassins" a ainsi toujours des émules de nos jours parmi ceux qui ont tué, entre beaucoup d'autres, le président égyptien Anouar El-Sadate en 1981 ou l'écrivain Faraq Foda en 1992. Ces derniers étaient accusés d'apostasie. Le témoignage, désormais célèbre, de la conversion de Madame Nahed Mahmoud Metwalli décrit bien ce système que l'on peut effectivement qualifier de "terreur".

Dans un premier temps, des *fatwas* (décrets religieux) sont édictées à l'encontre des musulmans modérés qui chercheraient à condamner le djihad ou à avoir des propos trop proches des non-musulmans. De même, cette pression psychologique de terreur, toujours exercée sur des musulmans, les dissuade de toute entrave à la *Charia* et, par là-même, les oblige à suivre les prescriptions des Mollahs : « Il est difficile pour l'Occident d'imaginer le pouvoir qu'exercent les mollahs sur les masses, les poussant à perpétrer les actes les plus vils, au nom de Dieu. Un groupe de musulmans hystériques, manipulés par un mollah, a lapidé un enfant abandonné, au motif qu'il était probablement le fruit d'une union illégitime et donc qu'il ne pouvait pas être toléré. Une autre foule a coupé la main d'un homme parce que le mollah qui la menait avait prétendu que cet homme était un voleur, sans preuve, sans procès, juste sur la parole du mollah » (Ibn Warraq, *Pourquoi je ne suis pas musulman*, 1999).

Dans un deuxième temps, des autorités musulmanes ou des associations musulmanes réagissent à tout propos qualifiés d'excessif, des médias, des hommes politiques ou des chercheurs. Cette pression tend alors à mettre sur le ban de la scène médiatique, politique ou scientifique les personnes trop engagés contre l'islam. Cette technique cherche à disqualifier ou discréditer ces personnes. Des islamologues peuvent par exemple se faire exclure des débats sur les plateaux de télévision pour avoir asséné quelques vérités trop sensibles. Cette exclusion est même prononcée par des chaînes de télévision ou des rédactions de journaux non-musulmans par crainte essentiellement de plaintes ou de mises à l'"index".

Dans un troisième temps, les islamistes développent et entretiennent un climat de terreur où les menaces de mort peuvent toucher aussi bien les impétrants que leur famille ou les vecteurs médiatiques. En Europe, et ceci est plutôt récent, les islamistes s'en prennent maintenant aux européens non-musulmans qui auraient des propos jugés trop hostiles à l'islam. Ainsi, Robert Redeker, professeur de philosophie au lycée Pierre-Paul Riquet de Saint-Orens-de-Gameville, a été menacé de

mort après avoir écrit un article sur l'islam dans les pages Débats du Figaro du 19 septembre 2006. Aujourd'hui, caché quelque part en France, il a dû être placé sous protection de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Un officier britannique, le contre-amiral Chris Parry, chef du département du Ministère de la Défense britannique chargé de la doctrine et de la prospective, a essuyé les mêmes menaces de mort. Dans une conférence devant des décideurs civils et militaires réunis par le Royal United Services Institute de Londres, il avait brossé un tableau pour le moins "politiquement incorrect" des menaces auxquelles nous serons confrontés dans les années à venir. Au sujet des migrations massives de population en provenance du Sud, il a évoqué « une menace du même degré que les invasions Goths et Vandales qui ont détruit l'Empire Romain ». Prophétisant que des pirates "barbaresques" nord-africains attaquaient des yachts et des plages dans la Méditerranée d'ici 10 ans, il a estimé que l'Europe et la Grande-Bretagne pourraient être sapées par des groupes importants d'immigrés manifestant si peu d'allégeance envers leur pays hôte que le phénomène constitue, selon ses propres termes, une « colonisation à l'envers ». Estimant que « le concept d'assimilation est en train de devenir périmé », il a affirmé craindre que les groupes importants qui s'établiront en Europe après des migrations de masse (causées par l'instabilité politique, les déséquilibres démographiques, voire le dérèglement climatique) ne développent des « communautés d'intérêt » avec les régions instables ou anti occidentales.

Pour Olivier Pichon (Monde & Vie du 14 octobre 2006), « le risque pour demain (2015-2018) n'est pas tant le terrorisme sur lequel la classe politique focalise l'opinion et trouve là un moyen d'accentuer son contrôle sur les populations de souche, le véritable risque, c'est la dissidence régionale, le mitage territorial. Si demain, en Seine-Saint-Denis, les musulmans sont majoritaires, ils prendront les mairies et la présidence du conseil général. Alors le camion venant livrer la dernière charcuterie sera attaqué et le gouvernement dira, relayé par les médias, que c'était là une intolérable provocation ».

Pour Mohamed Sabaoui, 25 ans, étudiant à l'université de Lille, islamiste et cofondateur du *Comité de Sauvegarde des Musulmans de France*, donc représentatif du fameux "islam des mosquées", la conquête "pacifique" est en marche et il en décrit les mécanismes : « Les lois de votre république ne sont pas conformes à celles du Coran et ne doivent pas être imposées aux musulmans, qui ne peuvent être gouvernés que par la Charia. Nous allons donc œuvrer pour prendre ce pouvoir qui nous est dû. Nous allons commencer par Roubaix qui est actuellement une ville majoritairement musulmane à plus de 60%. Lors des futures élections municipales, nous mobiliserons nos effectifs et le prochain maire sera musulman. Après négociations avec l'Etat et la Région, nous déclarerons Roubaix enclave musulmane indépendante, et imposerons la Charia (Loi de Dieu) à l'ensemble des habitants. (...) La minorité chrétienne aura le statut de "dhimmis". Ce sera une catégorie à part qui pourra racheter ses libertés et droits par un impôt spécial. En outre, nous ferons ce qu'il faut pour les amener par la persuasion dans notre giron. Des dizaines de milliers de Français, sur l'ensemble du territoire, ont déjà embrassé l'islam de plein gré, pourquoi pas les chrétiens de Roubaix ? Actuellement à l'université de

Lille, nous mettons sur pied les Brigades de la Foi, chargées de "convertir" les Roubaisiens récalcitrants, chrétiens ou juifs, pour les faire rentrer dans notre religion, car c'est Dieu qui le veut. Ceux qui refuseront malgré nos efforts de se convertir seront traités comme il se doit. (...) Par ailleurs, vous n'attachez aucune attention à l'importante fécondité de nos femmes arabes qui suivent les préceptes du Coran, dont les seules naissances de 4/5/6 enfants ou plus par femme, vous submergeront ; paradoxalement, avec votre besoin de nous considérer comme Français, vous financez et nourrissez ceux qui deviendront vos maîtres. Avouez que c'est du suicide. Il existe actuellement en France six millions d'Arabes ; peu importe qu'ils soient Arabes ou Français selon vos critères, ils sont et resteront Arabes. Sachez qu'ils constituent une armée mobilisable à tout instant d'au moins trois millions de soldats de Dieu, et que nous quadrillons tout votre territoire, même vos autorités reconnaissent 1 400 zones de non-droit. Ce que nous n'obtiendrons pas par la persuasion, nous l'aurons par la force (...) Notre invasion "pacifique" au niveau de l'Europe, bien engagée, n'est pas encore terminée. Nous voulons agir simultanément dans tous les pays d'accueil. Puisque vous nous faites une place de plus en plus grande chez vous, nous aurions tort de ne pas en profiter. Nous serons votre cheval de Troie. (...) Quand nous aurons pris le pouvoir, vous ne verrez plus les beurs brûler les voitures, voler dans les magasins ou trafiquer la drogue. Ils sauront que le châtement est implacable : le vol, c'est l'amputation ; et le crime, la peine de mort que nous, nous n'avons pas abolie. Nous vaincrons, car notre cause est juste ». (Mohamed Sabaoui, propos extraits du *Paradoxe de Roubaix* de Philippe Aziz, Ed. Plon).

Le risque du mode d'action "pacifique" est donc sérieux et il touche principalement les démocraties occidentales. Mais ce risque n'est pas le seul comme le montre la menace et l'action terroriste de par le monde avec une ampleur qui ne semble pas diminuer, au contraire. En effet, le processus du mode d'action "pacifique" est à rapprocher de la volonté de mettre en place un Etat totalitaire. Quand il ne peut se développer facilement ou quand il s'agit d'infléchir rapidement la politique d'un pays, cette pression s'exerce alors sur une collectivité, une communauté ou un Etat par le biais de l'action terroriste.

*

3.2 – Le terrorisme islamique

Le terrorisme islamique touche les pays non-musulmans mais aussi les pays musulmans dont le régime est jugé trop "modéré". Il pourrait aussi toucher des pays au régime islamiste mais qui rencontrerait une opposition forte au sein du pays. Ce dernier cas rentrerait ainsi dans le jeu de la lutte pour le pouvoir entre différentes factions (politiques, écoles coraniques, chiïtes contre sunnites...). L'Egypte, par exemple, souffre du terrorisme islamiste notamment avec les récents attentats dans le Sinaï en 2004, 2005 et 2006. La loi d'urgence, instaurée en 1981 et toujours appliquée, permet à Hosni Moubarak de faire face aux *djihadistes* locaux.

3.2.1 – Une menace grandissante

Ignorant toute règle et toute morale, les terroristes islamiques, au premier rang desquels figure les terroristes d'Al Qaida, ne sont « responsables devant personne » et « ne reculent devant rien ». « Leurs mouvements très discrets leur permettent d'agir dans le plus grand secret ; leurs actions d'une extrême violence provoquent des dommages de grande ampleur ; enfin, ils font montre d'une cruauté inhabituelle en perpétrant aveuglement des attentats qui visent les populations. (...) La génération des terroristes totalement inconnus s'est transformée en une puissance mondiale. » (*La guerre hors limites* de Qiao Liang et Wang Xiangsui (officiers chinois), éd. Payot & Rivages, 2003). Les différents acteurs occidentaux considèrent qu'Al Qaida ne régit pas comme une organisation centralisée mais anime plutôt toute une nébuleuse de groupes et de cellules autonomes et indépendantes. En effet, bien qu'Al Qaida possède sa propre organisation opérationnelle, elle se distingue par son rôle moteur grâce à son assise idéologique, ses capacités financières et surtout sa visibilité mondiale. D'autres groupes se sont associés à Al Qaida (GSPC (algérien), *Libyan Islamic Fighting Group*...), ce qui leur a permis de transcender leurs revendications locales ou nationales. Enfin, on trouve aussi des cellules influencées principalement à travers Internet et les sites islamistes. Des combinaisons et connexions entre ces diverses factions sont bien évidemment à craindre.

Le facteur vraiment nouveau et inquiétant est l'apparition de terroristes issus du sein même des sociétés occidentales ("*Home grown terrorist*") et touchant des personnes généralement bien éduquées, bien intégrées socialement et familialement. Elles sont donc difficiles à repérer avant un passage à l'acte d'autant plus qu'elles utilisent des moyens financiers légaux. Cette crainte est d'autant plus fondée qu'une partie non négligeable des musulmans vivant en Europe (10% environ) montre de la complaisance envers Al Qaida. La cohésion des pays européens abritant de telles populations est donc clairement menacée. Les attentats terroristes réalisés ou en projets en Espagne ou en Grande-Bretagne en sont des exemples. La France est également visée car elle cumule de nombreux griefs : présence en Afghanistan et au Liban, loi sur le voile, lutte efficace contre l'islamisme radical depuis plus de 15 ans, passé supposé islamophobe (croisade, colonisation...). Notons que ce type de terrorisme politico-religieux de l'islam est à lier avec l'effet de caisse de résonance donnée à l'islam sur la scène internationale par le biais du jeu de l'instrumentalisation anglo-saxonne.

La présence de populations musulmanes en Europe de l'Ouest et du Sud entraîne aussi un décalage avec les pays d'Europe centrale et orientale qui ressentent peu la menace terroriste même si certains de ces pays sont engagés en Irak au côté des Etats-Unis. L'Irak est un sujet de préoccupation majeur car il est devenu un foyer d'infection islamiste extrêmement virulent. Ce conflit alimente les rancœurs des populations musulmanes et permet au radicalisme islamiste de s'auto entretenir et de s'accroître. De plus, il sert de laboratoire pour développer des techniques terroristes et de centre de formation de terroristes dont certains regagneront leur pays et donc l'Europe.

3.2.2 – L'évolution des capacités de lutte occidentales

Aux Etats-Unis, les attentats du 11 septembre mais aussi une catastrophe naturelle telle que "Katrina" (dont l'ampleur des dégâts pourrait être égalée par des armes de destruction massive) ont montré les difficultés inhérentes aux Etats-Unis : faible coordination tant pour les moyens d'intervention intérieure que pour le partage de l'information. Des efforts colossaux sont donc faits pour accroître la sécurité aux frontières : meilleure identification des voyageurs, renforcement du contrôle des marchandises dans les ports et aéroports...

L'objectif de l'ONU est de fournir aux états la capacité nécessaire de lutter contre le terrorisme par la mise en place d'un cadre légal en matière pénale. Cette stratégie mondiale, à travers la mise en place d'une chape juridique commune, s'est faite lentement de 1971 à 1999 par la signature de conventions diverses puis, de manière décisive, par la résolution 1373 du Conseil de Sécurité qui rend la lutte contre le terrorisme obligatoire sous peine de sanctions.

Sur le plan européen, il a fallu attendre le 11 mars 2004 pour que l'Europe se donne véritablement les moyens de lutter contre le terrorisme. Jusqu'à cette date, des décisions sont certes adoptées mais non ratifiées ou non appliquées et les moyens financiers restent dérisoires (15 millions d'euros en 2002). Après l'attentat de Madrid, un véritable programme d'action européen est déclenché avec des moyens financiers conséquents (1,5 milliards d'euros en 2006). De très nombreux projets touchant tant la protection d'infrastructures vitales européennes que le renseignement, la prévention de la radicalisation des jeunes, ... sont progressivement mis sur pied par l'Union Européenne.

Déjà engagée depuis plus de 15 ans dans la lutte antiterroriste, la France a évolué de manière significative au cours de ces cinq dernières années grâce à un cadre juridique international fixé par l'ONU, une volonté politique européenne commune et un dispositif très réactif mené sur le territoire national. En effet, sur le plan national, la lutte antiterroriste repose sur les 5 piliers que sont :

- La prévention : analyse permanente de la menace, sécurisation des événements majeurs, contrôle de l'immigration, plans de vigilance, démantèlement en amont des structures...
- Le renseignement : création de pôles régionaux interministériels, surveillance flux financiers...
- La répression : évolution du cadre juridique (ex : loi 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme), magistrats spécialisés...
- La coordination : rôle de l'UCLAT, centralisation du renseignement, réactivité...
- La coopération internationale : bilatérale directe ou multilatérale (UE, G6...).

La rédaction et la publication en mars 2006 du Livre Blanc du Gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme s'inscrit dans cette logique et a pour objectif notamment d'informer le citoyen sur la réalité de la menace et sur les moyens mis en œuvre.

3.2.3 – Un défi constant

Ainsi d'après *Cinq ans après le 11 septembre : le point sur la lutte contre Al Qaida et le terrorisme international*, un colloque organisé par la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) le 27 septembre 2005, « la lutte contre le terrorisme islamique est loin d'être achevée même si la menace est bien perçue et analysée et même si la lutte semble correctement engagée tant aux niveaux nationaux qu'internationaux. » Toutefois, d'après la FRS, le défi à relever pour les pays occidentaux est de deux ordres. D'une part, il s'agit d'assurer un maximum de sécurité sans diminuer les libertés individuelles et en conservant une forte cohésion nationale avec des populations musulmanes d'importance significative. D'autre part, il faut prendre garde à ne pas considérer tous les conflits internes au monde musulman uniquement à l'aune de notre lutte contre Al Qaida car cette vision faussée peut entraîner des actions qui vont entretenir et favoriser l'islamisme radical et empêcher tout règlement durable.

Enfin, le terrorisme islamique, mode d'action asymétrique s'il en est, s'adapte aux capacités de lutte occidentales. Il utilise des réseaux aux ramifications complexes et souvent autonomes rendant les investigations difficiles et nécessitant des actions de neutralisation répétées contre lui. Par exemple, Ben Laden finance un vaste réseau structuré sans tête mais plutôt avec des réseaux terroristes autonomes fonctionnant en symbiose grâce à une idéologie commune, l'islam. Ils opèrent ainsi selon la stratégie américaine de *Leaderless Resistance*, la résistance sans chef. Le terrorisme islamique utilise également les nouvelles technologies obligeant les forces étatiques à se remettre souvent en question dans leurs procédures, leurs équipements et leurs modes d'action. De plus, il utilise la population et surtout sa misère, il cherche à y recruter mais aussi à s'y dissimuler rendant l'action étatique délicate, interministérielle et nécessitant des actions de longue durée. Il utilise enfin les médias et les lois occidentales, cherchant la faille dans le dispositif adverse, pour mettre les gouvernements démocratiques en déséquilibre face à leur opinion publique.

Le terrorisme islamique est donc un défi constant pour qui veut le combattre. Il nécessite une politique d'action globale et dans la durée, ce qui fait sa force et notre difficulté.

« La nouvelle vague de terrorisme islamiste dont il est devenu la figure emblématique indique que l'activisme musulman passe désormais par le biais de la guerre non-conventionnelle. Il est opportun de se rappeler le livre prophétique de l'amiral canadien William Carr, *Des pions sur l'échiquier*. Il prévoyait, dès 1954, un conflit gigantesque entre l'Europe et le monde arabe. Détail intéressant : pour lui, ce sont les grosses banques apatrides stationnées aux Etats-Unis qui instrumentaliserait le conflit en poussant les deux blocs l'un contre l'autre pour le plus grand profit des mondialistes » (Henri de Fersan in *Le XXI^{ème} siècle sera-t-il musulman ?*, 2004).

Le terrorisme islamique est donc un mode d'action d'ampleur mondiale qui touche tous les pays qui sont liés plus ou moins au monde musulman, en interne comme à sa périphérie ou par les intérêts en jeu. La menace est globale et requiert une action globale même si le contour des acteurs concernés est diffus et donc difficile à circonscrire principalement chez l'adversaire islamiste. Il n'en est pas de même du dernier mode d'action, premier à apparaître dans l'histoire, mais qui semble rester plus local et marginal, quoique lui aussi présentant une tendance à s'amplifier dans les années à venir.

*

3.3 – La guerre islamique

Le théologien musulman Ibn Khaldoun (1332-1406) écrivait : « Dans l'islam, la guerre contre les infidèles est d'obligation divine, parce que cette religion s'adresse à tous les hommes et qu'ils doivent l'embrasser de gré ou de force ». N'oublions pas que la proclamation quotidienne de la *chahada* place le *djihad*, la guerre aux infidèles, comme une mission "sacrée" au cœur même de la foi de chaque musulman.

3.3.1 – L'expansion progressive du croissant

La guerre islamique est un mode d'action toujours actuel. Cette guerre n'est pas de nos jours une guerre totale d'un bloc islamique uni face au monde non-musulman à l'image des deux guerres mondiales mais plutôt un ensemble de petites guerres, crises ou tensions, successives ou simultanées, dont le but est de gagner progressivement les marches et d'étendre ainsi le monde musulman à l'image du croissant lunaire qui cherche à devenir une pleine lune.

Anne-Marie Delcambre, docteur en droit, docteur en civilisation islamique, et agrégée d'arabe classique, décrit l'esprit combatif de l'Islam à travers le Coran et la Sunna dans *L'islam des interdits*. Elle enseigne l'arabe au Lycée Louis-le-Grand à Paris et donne régulièrement des conférences sur la religion islamique. « S'agissant des textes fondateurs musulmans – le Coran et la Sunna –, la question se pose de savoir si on peut s'autoriser une interprétation nouvelle ? Pour les savants traditionnels de l'Islam, la réponse est un non catégorique. Ce serait une innovation blâmable (*bid'a*), une hérésie ! (...) Le Coran en milieu musulman reste sacralisé et on est loin du débat des philosophes mutazilites qui, dès le VIII^{ème} siècle, posèrent la question du Coran créé ou incréé. (...) Les versets prescrivant le combat (...) sont bien dans le Coran. Ils n'ont jamais été supprimés et le musulman, même le plus modéré, peut lire ces prescriptions. Il n'est pas juste, et surtout pas très judicieux, de laisser croire aux non-musulmans que ce sont là pures inventions, sans fondements religieux, de fanatiques musulmans, d'excités, de malades, de fous de Dieu et ceci en Iran, en Arabie saoudite, au Soudan, en Libye, en Indonésie, au Pakistan, en Algérie et aujourd'hui au Maroc. La liste des pays s'allonge. La vérité, c'est qu'il s'agit d'un retour aux textes fondateurs islamiques. (...) De même, en quoi Erdogan, l'ancien

maire d'Istanbul en Turquie, dont le parti islamiste "Justice et Développement" a obtenu 34 % des voix, raflant 363 sièges sur 550 au Parlement, peut-il être vu par nos médias bien indulgents comme un islamiste "modéré" alors qu'il avait proclamé haut et fort : "Les minarets sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques et les mosquées nos casernes" ? ».

3.3.2 – Les marches du monde musulman en ébullition

Samuel Huntington, professeur d'Harvard et ancien expert en sécurité sous l'administration Carter, a ainsi dressé une carte du monde avec une civilisation islamique qui rencontre des heurts sur ses franges (voir carte en annexe 7). Si sa thèse du "choc des civilisations" a été controversée, force est de reconnaître que les marches du monde musulman, dans un grand nombre de pays dont les cultures sont fort différentes (hormis l'Islam comme point commun), sont le théâtre d'une multitude de tensions, crises, guérillas et guerres actuelles ou récentes.

Ainsi, si l'on parcourt le monde islamique d'Est en Ouest, nous pouvons noter :

- En Papouasie-Nouvelle Guinée : tensions entre indonésiens musulmans et papous animistes ;
- Au Timor oriental : guerre entre indonésiens islamiques et Est-Timorais majoritairement chrétiens ;
- Aux Moluques : guerre entre musulmans et chrétiens ;
- Aux Philippines : guérillas des musulmans de l'île de Mindanao contre l'Etat philippin majoritairement catholique ;
- En Inde orientale face au Bangladesh et en Inde occidentale face au Pakistan : tensions permanentes entre musulmans et hindouistes ;
- Au Cachemire : conflit entre le Pakistan islamique et l'Inde hindouiste ;
- En Chine : guérillas des ouïgours musulmans contre les chinois au Xinjiang ;
- En Afghanistan : guerre des talibans contre l'occident ;
- En Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizstan : contagion régionale de l'islamisme radical des talibans ;
- En Iran : tension entre le régime islamique et l'occident particulièrement dans le domaine nucléaire et dans les relations avec Israël ;
- En Irak : guérillas islamiques contre les forces occidentales ;
- Au Haut-Karabagh : tension entre Azerbaïdjan islamique et Arménie chrétienne ;
- En Tchétchénie : guerre entre tchétchènes musulmans et la Russie ;
- Au Liban : guerre civile entre musulmans et chrétiens ;
- En Palestine, dans les territoires occupés et au sud-Liban : guerres entre Arabes musulmans et juifs ;
- A Chypre : tension persistante entre chypriotes turcs au nord et grecs au sud ;
- En Grèce : tensions régulières entre Turquie musulmane et Grèce orthodoxe ;

- Au Kosovo : guérilla des kosovars d'origine albanaise, majoritairement musulmans, contre les serbes orthodoxes puis menaces sur les dernières enclaves serbes restantes ;
- En Bosnie : guerre religieuse qui a abouti à l'installation d'une république musulmane ;
- Au Soudan : génocide des chrétiens par le pouvoir islamiste ;
- Au Nigéria : affrontements réguliers entre musulmans et chrétiens ;
- En Côte d'Ivoire : affrontement politico-ethnique mais entre le nord principalement musulman et le sud principalement chrétien ou animiste.

Ainsi, les marches du monde musulman sont presque partout en ébullition croissante. Le mode d'action de la guerre islamique est toujours bien présent. Il tend même à s'amplifier ces dernières années et les situations géopolitiques régionales ne peuvent que laisser penser qu'il s'intensifiera à l'avenir.

3.3.3 – Des affrontements toujours à prévoir en externe... comme en interne

Ces multiples affrontements plus ou moins violents aux marges du monde musulman peuvent laisser prévoir des zones de crises prochaines ou futures, tout du moins plus manifestes car des tensions existent déjà en certains points :

- frange sud de l'Afrique musulmane : Guinée-Bissau, Guinée, Libéria, Cameroun, Centrafrique, Ouganda, Ethiopie, Kenya, Tanzanie... ;
- frange nord de l'Afrique musulmane : France, Belgique, Pays-Bas (conquête de droits et zones islamiques)... ;
- frange nord-ouest du Moyen-Orient musulman : Allemagne, Albanie, Monténégro, Macédoine, Bulgarie, Moldavie, Russie, Géorgie... ;
- A la césure des deux blocs musulmans : Kazakhstan, Inde, Chine, Népal, Bhoutan, Myanmar, Malaisie, Singapour...

Ces zones potentiellement ou déjà crisogènes ne le sont pas par le seul jeu des forces islamiques mais surtout par l'interaction de ces forces avec les différents acteurs cherchant à les instrumentaliser comme nous l'avons vu précédemment. De plus, le facteur religieux n'étant pas le seul à prendre en compte en géopolitique, d'autres facteurs comme ceux des ressources énergétiques, de la maîtrise des bassins hydrographiques (Tigre-Euphrate, Nil, Jourdain, Gange, Mékong), de la surpopulation (Nigéria, Congo, Egypte, Palestine, Pakistan, Bangladesh)... d'ici un horizon 2030-2050 sont également fortement crisogènes.

Enfin, ces possibilités n'excluent pas bien sûr les nombreuses luttes internes au monde musulman pour la prise du pouvoir comme ce serait possible, par exemple pour n'évoquer que l'Afrique du Nord, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Lybie ou en Egypte pour l'instauration de régimes islamiques plus

durs que les régimes musulmans actuels en déstabilisant le pouvoir étatique aujourd'hui en place dans une guerre fratricide. Ainsi, au Soudan, le pouvoir islamique de Khartoum soutient une lutte contre une dissidence islamiste dure dans le Darfour (en plus de l'action anti-chrétienne au Sud). En Egypte, le gouvernement surveille les *Frères musulmans* et les mouvances djihadistes. L'Algérie est déstabilisée dans ses confins du sud saharien par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) après avoir dû briser les Groupes islamiques armés (GIA) depuis 1994. En Afghanistan, les talibans se battent certes contre les forces occidentales mais aussi contre le nouveau gouvernement autochtone en place. « Notre but est de rendre l'Etat si faible qu'il paraisse inexistant. C'est pour cela, par exemple, que nous brûlons tous les camions acheminant l'aide gouvernementale. Nous allons profiter de l'hiver pour mieux nous organiser avant de multiplier les actions de printemps » explique le commandant taliban Hamsa à la journaliste Marie Bourreau (Figaro Magazine du 16 décembre 2006). Annie Laurent nous rappelle d'ailleurs que « la conquête islamique comporte deux étapes. La première consiste à instaurer dans les terres d'islam des régimes véritablement musulmans ; la deuxième à diffuser la nouvelle religion dans le monde entier. » (in *Le XXI^{ème} siècle sera-t-il musulman ?*, 2004). Le droit musulman ne le dit pas autrement : « Au point de vue international, la guerre sainte est une guerre d'extermination de tous les apostats arabes ou idolâtres qui ne se convertiraient point à l'islam, puis des chrétiens et des juifs qui refuseraient de se soumettre au joug musulman et de payer le tribut » (Art. 246). Quand à ceux qui ne sont ni chrétiens et ni juifs, un certain nombre de versets leur laissent un aperçu de ce qui est prévu pour eux... Le mode d'action de la guerre islamique n'est donc pas prêt de disparaître.

Le projet islamique peut donc se concevoir suivant une stratégie de conquête qui se décline en trois modes d'actions qui sont adaptées aux différents contextes géopolitiques d'application ; ces modes d'action étant la conquête "pacifique", le terrorisme et enfin la guerre islamique.

Conclusion

Ainsi nous avons vu que le monde musulman, par les facteurs du temps long, est divisé mais que l'islam n'en possède pas moins encore de nos jours une volonté intrinsèque de conquête face à ce qui lui est fondamentalement opposé : le monde non-musulman. De plus, par les facteurs du temps court, le monde musulman a aussi évolué et sa situation géopolitique présente une nouvelle donne qui peut permettre à l'islam de retrouver sa puissance car le jeu lui en est facilité grâce aux puissances intra-étatiques, étatiques ou trans-étatiques qui cherchent à l'instrumentaliser. Aussi, l'islam, combinant ces différents facteurs, peut repartir à la conquête du monde. Ce monde musulman, certes non unifié mais plutôt fractionné, retrouve alors le devant de la scène internationale par le jeu des forces islamiques

qui agissent selon des modes d'actions différents selon la situation géopolitique du lieu. Une conquête islamique est en cours suivant des modes d'action adaptés aux "théâtre d'opérations".

Cette conquête se fait principalement sur les marches du monde musulman et, à ce titre, elle touche de nos jours de nouveau l'Europe. Cette conquête affecte cependant plus profondément l'Europe car contrairement aux attaques du passé, l'"ennemi" n'est plus défini comme pouvait l'être une armée dirigée par un chef. Cette fois, l'adversaire, mêlé à la population, est mal identifié ou mal identifiable ; c'est ce qui rend les enjeux plus graves et les solutions très délicates à mettre en œuvre si tant est qu'une volonté de faire face existe encore, tant cette menace est si difficile à exprimer publiquement. Mais cette menace existe. Ne pas la prendre en compte ou insuffisamment facilite le jeu de cette expansion qui, somme toute, est naturelle pour un projet, à la fois religieux, politique et social, d'hégémonie mondiale. L'islamisation de l'Europe est aujourd'hui en marche essentiellement par le jeu démographique. Il est donc de plus en plus question d'islam dans l'Europe occidentale que d'islam face à la puissance occidentale. Toute décision géopolitique de l'Europe ayant une influence sur le monde musulman aura donc une caisse de résonance en Europe même, de par la population musulmane de plus en plus conséquente et concernée. Monseigneur Bernardini, archevêque de Smyrne et expérimenté de 42 ans de présence et de responsabilité en Turquie, adressait ainsi au saint Père, dans un article retranscrit dans *l'Osservatore Romano* du 26 octobre 1999 : « La population musulmane tranquille, en réponse à un ordre donné au nom d'Allah ou du Coran, marche toujours unie et sans hésitation ».

Que faire ?

Pour René Marchand, il faut passer par les origines pour comprendre l'islam : « Lorsque nous essayons de cerner la manière dont le système de l'islam a fonctionné et fonctionne aujourd'hui, nous sommes appelés par les meilleurs spécialistes et par les Musulmans eux-mêmes à remonter aux temps reculés de sa naissance. Les orientalistes et, en Islam, les intellectuels, comme les cadres "religieux", nous disent : "La compréhension de l'islam passe d'abord par la connaissance des paroles et des actes du Prophète, qui sont les fondements sur lesquels l'islam tout entier repose encore aujourd'hui. " (...) La fréquentation du créateur de l'islam nous fournit aussitôt une foule de renseignements, utilisables dans notre vie quotidienne, sur les composantes institutionnelles, religieuses, politiques, juridiques, morales, comportementales, artistiques même, de l'Islam du XXI^{ème} siècle. Plus largement, l'éclairage par l'amont, c'est-à-dire par Mahomet, ouvre à une compréhension clairvoyante, sensible, raisonnée de l'islam, de ses variétés multiples, complexes, mais aussi de son unité réelle, au long de sa longue histoire et jusqu'à ce siècle. Du coup, nous allons disposer d'un véritable "code de décryptage" qui nous permettra de faire le tri dans "le foisonnant aujourd'hui" entre permanent et insignifiant, dynamique et dépassé, fécond et stérile... et, de là, dessiner des perspectives, risquer des prévisions, ébaucher des stratégies. En revanche, si nous sautons directement aux développements historiques postérieurs à la période de fondation, ainsi que le font la plupart des occidentaux, soucieux, comme toujours, d'aller vite et qui, comme d'habitude, ne se donnent d'autres références que celles de leur

propre culture, nous risquons de nous perdre dans des réalités fragmentaires que rien ne reliera entre elles, des nuances où nous chercherons en vain un ensemble, de l'éphémère qui ne permettra pas de saisir le sens des évolutions et leur portée. »

Comme le démontre Aymeric Chauprade au CID, la géopolitique nous enseigne de revenir, en amont, aux cultures pour comprendre le monde et pour ne pas se tromper dans les solutions à trouver et à proposer. L'exemple du califat donné par le Père Lammens nous l'a montré.

Jean Alcader préconise avant tout d'informer : « au nom même de ces frères musulmans et du respect, le vrai, que nous leur devons, il nous faut dire toute la vérité. Et ce afin de leur ouvrir les portes, et celles d'une vie paisible sur la terre, et elles du Ciel. Et au nom de nos frères chrétiens qui souffrent discriminations et persécutions dans nombre de pays arabes, dans le silence coupable de nos sociétés endormies par la puissance de la désinformation au service d'intérêts inavouables, nous nous devons de la crier ! Tout comme ceux qui utilisent la désinformation pour favoriser l'islam utilisons, nous, la ré-information. A la loi du silence, utilisée comme arme de désinformation, opposons donc la loi de la vérité, loi toujours "à dire et à crier". » (*Le vrai visage de l'islam*, 2006).

« L'islam reposant de fait sur une négation n'a pas d'identité propre ! Sa raison d'être est toute d'opposition et donc de combat, et ce dernier est comme son moteur. L'islam n'existe pas en lui-même, mais seulement en référence aux groupes auxquels il s'oppose. Et il s'oppose en réalité à la Vérité qu'est le Christ en s'opposant à son Incarnation » (*Le vrai visage de l'islam*, 2006). Ces notions de "moteur de combat" et de "système d'opposition" de Jean Alcader sont sans doute très importantes. D'une part, elles permettent de comprendre ce qui permet à l'islam de s'unifier, le moteur principal étant ce combat d'opposition. D'autre part, elles permettent d'éviter de tomber dans un piège de la dialectique que l'idée de "choc des civilisations", "maladroitement" exploitée, pourrait créer chez les musulmans en les dressant contre l'occident. Le moteur de l'islam en serait alimenté efficacement. C'est pourquoi il importe, dans le monde occidental, de connaître l'islam et ses dangers. Mais il importe également de ne pas alimenter chez les musulmans, dans leurs pays même, le moteur de combat de l'islam contre l'occident.

Enfin, et cela découle du poids majeur de l'aspect démographique, l'Europe et la France ne peuvent faire l'économie d'une réelle politique familiale qui incite, protège et développe les familles nombreuses pour relever les taux de natalité et donner une nouvelle jeunesse.

Des raisons d'espérer.

La population musulmane est globalement la première à subir l'islamisme ("soumission"). Renan disait ainsi : « Les musulmans sont les premières victimes de l'islam (...). Affranchir le musulman de sa religion est le plus grand service qu'on puisse lui rendre ». André Flament, à propos de la conversion éventuelle des musulmans, disait que « leur imprégnation religieuse les rendra réceptifs à la prédication si tant est que nous donnions la peine de nous y consacrer. De nombreux indices convergent pour nous encourager dans cette voie. Et gardons l'espérance qu'IL règnera malgré ses

ennemis. Donc, si nous le voulons, nos fils entendront dire encore : *Gesta Dei per francos* » (*L'islam(isme) aujourd'hui*, éd. AFS, 2004). La France possède de vraies valeurs qui lui sont intrinsèques, à l'opposé d'une tendance très moderne à la "repentance" tous azimuts ; l'Europe possède une vraie identité civilisationnelle qui lui a donné son âge d'or par le passé. Retrouvons nous même ces idées-forces, comme nous l'enseigne Aymeric Chauprade et faisons que nos musulmans de France ou d'Europe les reconnaissent. Ce sera déjà un bon moyen de les sortir du joug d'un islamisme totalitaire qui les pousse à nous affronter et à vouloir conquérir leur pays d'accueil. Sa sainteté le pape saint Pie X ne disait-il pas déjà : « De nos jours plus que jamais, la force principale des mauvais c'est la faiblesse et la lâcheté des bons, et tout le nerf du règne de Satan réside dans la mollesse des chrétiens ».

ANNEXE 1 : CITATIONS SUR LE COMBAT : EXTRAITS DU CORAN

NB : Le premier chiffre indique la sourate (chapitre), le deuxième le verset.

- 2 116 Le combat est prescrit au musulman.
193 Combattez les infidèles jusqu'à leur soumission et que l'islam seul règne.
196 Combattez ceux qui s'opposent à vous jusqu'à l'élimination de toute subversion et jusqu'à ce que le culte soit rendu à Allah.
216 Le combat (qital) vous a été prescrit alors qu'il vous est désagréable. Or, il se peut que vous ayez de l'aversion pour une chose alors qu'elle vous est un bien.
217 Ils t'interrogent sur le fait de faire la guerre (qital) pendant les mois sacrés. Dis : " Y combattre est un péché grave, mais plus grave encore auprès d'Allah est de faire obstacle au sentier d'Allah, d'être impie envers celui-ci et la Mosquée sacrée, et d'expulser de là ses habitants. L'association (christianisme) est plus grave que le meurtre. " (...)
218 Certes, ceux qui ont cru, émigré et lutté dans le sentier d'Allah, ceux-là espèrent la miséricorde d'Allah.
256 Nulle contrainte en religion ! (*pas de conversion forcée, verset souvent cité mais ce verset est abrogé par le verset 5 de la sourate 9 [qui abroge 124 autres versets à lui seul] !*).
- 3 156 ... Ne soyez pas comme ces mécréants qui dirent à propos de leurs frères partis en voyage ou pour combattre: " S'ils étaient chez nous, ils ne seraient pas morts, et ils n'auraient pas été tués. " (...). C'est Allah qui donne la vie et la mort (...)
157 Et si vous êtes tués dans le sentier d'Allah ou si vous mourez, un pardon de la part d'Allah et une miséricorde valent mieux que ce qu'ils amassent.
158 Que vous mourriez ou que vous soyez tués, c'est vers Allah que vous serez rassemblés.
169 Ne pense pas que ceux qui ont été tués dans le sentier d'Allah soient morts. Au contraire, ils sont vivants, auprès de leur Seigneur, bien pourvus (...)
170 Ceux qui, quoiqu'atteints de blessure, répondirent à l'appel d'Allah et du Messager, il y aura une énorme récompense (...)
195 Ceux donc qui ont émigré, qui ont été expulsés de leurs demeures, qui ont été persécutés dans Mon chemin, qui ont combattu, qui ont été tués. Je tiendrai certes pour expiées leurs mauvaises actions, et les ferai entrer dans les Jardins sous lesquels (...)
- 4 77 N'as-tu pas vu ceux auxquels on avait dit: " Abstenez-vous de combattre, accomplissez la Salat et acquittez la Zakat ! ". Puis, lorsque le combat leur fut prescrit, voilà qu'une partie d'entre eux se mit à craindre les gens comme on craint Allah, ou même d'une crainte plus forte encore, et à dire: " O notre Seigneur ! Pourquoi nous as-Tu prescrit le combat ? Pourquoi n'as-Tu pas reporté cela à un peu plus tard ? "
84 Combats donc dans le sentier d'Allah, tu n'es responsable que de toi-même, et incite les croyants (au combat); Allah arrêtera certes la violence des mécréants
91 Vous en trouverez d'autres qui cherchent à avoir votre confiance, et en même temps la confiance de leur propre tribu. Toutes les fois qu'on les pousse vers l'Association (le christianisme), ils y retombent en masse. Par conséquent, s'ils ne restent pas neutres à votre égard, ne vous offrent pas la paix et ne retiennent pas leurs mains (de vous combattre), alors saisissez-les et tuez-les où que vous les trouviez. Contre ceux-ci, nous vous avons donné une autorité manifeste.
- 5 33 Combattons tous ceux qui disent qu'il y a d'autres dieux que lui (Allah).
- 8 12 Allah va terroriser les infidèles (...) frappez-les au cou (...) coupez-leur le bout des doigts.
17 Quand les musulmans tuent les infidèles c'est Allah qui les tue en réalité. (NB : tend à innocenter et déresponsabiliser le musulman qui commet des crimes contre les "infidèles").
38 Dis à ceux qui ne croient pas que, s'ils cessent (d'être insoumis, d'être non-musulman), on leur pardonnera ce qui s'est passé. Et s'ils récidivent, ils seront châtiés; à l'exemple de leurs devanciers.

39 Et combattez-les jusqu'à ce qu'il ne subsiste plus d'association (christianisme), et que la religion soit entièrement à Allah. Puis, s'ils cessent, ils seront pardonnés, car Allah observe bien ce qu'ils œuvrent.

59 Que les mécréants ne pensent pas qu'ils Nous ont échappé. Non, ils ne pourront jamais Nous empêcher (de les rattraper à n'importe quel moment). Et préparez contre eux tout ce que vous pouvez comme force, et comme cavalerie équipée, ...

65 Ordre est donné au prophète de la part d'Allah d'exhorter les musulmans au combat contre l'infidèle.

66 Maintenant, Allah a allégé votre tâche, sachant qu'il y a de la faiblesse en vous. S'il y a cent endurants parmi vous, ils vaincront deux cents; et s'il y en a mille, ils vaincront deux mille, par la grâce d'Allah. Et Allah est avec les endurants.

67 Un prophète ne devrait pas faire de prisonniers avant d'avoir prévalu sur la terre. (...)

9 5 Tuez-les tous, partout où vous les trouverez. Egorgez les non musulmans où vous les trouverez, attrapez-les, assiégez-les et tendez-leur des pièges.

29 Combattez ceux qui ne croient ni en Allah ni au Jour dernier, qui n'interdisent pas ce qu'Allah et Son messenger ont interdit et qui ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux qui ont reçu le Livre, jusqu'à ce qu'ils versent la capitation par leurs propres mains, après s'être humiliés.

33 Si vous ne partez pas en campagne militaire, Allah vous infligera un châtiment douloureux.

36 Durant les mois sacrés, ne faites pas de tort à vous-même. Combattez les associateurs (chrétiens) sans exception, comme ils vous combattent sans exception. Et sachez qu'Allah est avec les pieux.

39 Si vous ne vous lancez pas au combat, Il vous châtiara d'un châtiment douloureux et vous remplacera par un autre peuple.

41 Légers ou lourds, lancez-vous au combat, et lutez avec vos biens et vos personnes dans le sentier d'Allah.

123 O vous qui croyez ! Combattez ceux des mécréants qui sont près de vous; et qu'ils trouvent de la dureté en vous.

33 60 Ce sont des maudits (les hypocrites). Où qu'ils se trouvent, ils seront pris et tués impitoyablement. Telle était la loi établie par Allah envers ceux qui ont vécu auparavant et tu ne trouveras pas de changement dans la loi d'Allah.

38 2 Ceux qui refusent de croire (à l'islam) sont des impies ; que de générations avant eux avons-nous fait périr, lesquelles ont crié quand il n'était plus temps d'échapper. (NB : semble historiquement bien postérieur à Mahomet (*que de générations avons-nous fait périr*) donc rajouté).

47 35 Ne faiblissez donc pas et n'appellez pas à la paix alors que vous êtes les plus hauts, qu'Allah est avec vous, et qu'Il ne vous frustrera jamais du mérite de vos œuvres.

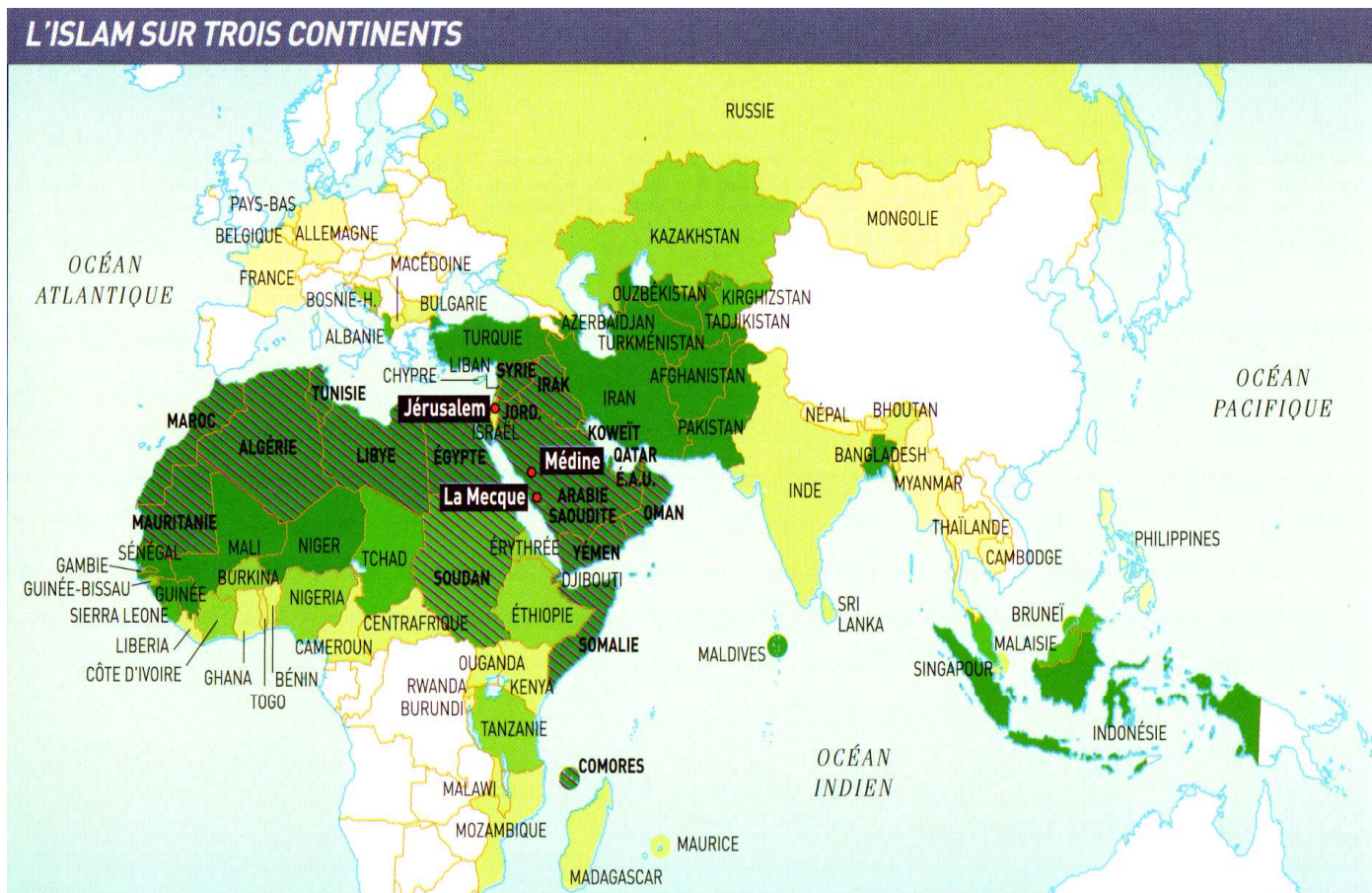
48 16 Dis à ceux des Bédouins qui restèrent en arrière: " Vous serez bientôt appelés contre des gens d'une force redoutable. Vous les combattrez à moins qu'ils n'embrassent l'Islam. Si vous obéissez, Allah vous donnera une belle récompense, et si vous vous détournez comme vous vous êtes détournés auparavant, Il vous châtiara d'un châtiment douloureux. "

59 2 Allah terrorise les gens du Livre (chrétiens et juifs).

66 9 O Prophète ! Mène la lutte contre les mécréants et les hypocrites et sois rude à leur égard. Leur refuge sera l'enfer.

98 6 Les gens du Livre (judéo-christianisme) qui sont incrédules, en enfer ! pour y demeurer éternellement. Ce sont les pires êtres de la création.

ANNEXE 2 : LE MONDE MUSULMAN



Population musulmane (en pourcentage de la population totale par pays)

2 à 5 % 5 à 30 % 30 à 50 % 50 à 80 % plus de 80 %

● Lieux saints communs à tous les musulmans

▨ États membres de la Ligue arabe

ANNEXE 3 : RESSOURCES HUMAINES

Tableau 2 - Pays les plus peuplés
estimation 2005 (en millions d'habitants)

Indicateur (2)	Millions
1 Chine	1 303,7
2 Inde	1 103,6
<i>Union européenne (25)</i>	<i>461,1</i>
3 États-Unis	296,5
4 Indonésie	221,9
5 Brésil	184,2
6 Pakistan	162,4
7 Bangladesh	144,2
8 Russie	143,0
9 Nigeria	131,5
10 Japon	127,7
11 Mexique	107,0
12 Philippines	84,8
13 Viêt Nam	83,3
14 Allemagne	82,5
15 Éthiopie	77,4
16 Égypte	74,0
17 Turquie	72,9
18 Iran	69,5
19 Thaïlande	65,0
20 Congo (Rép. dém.) (ex-Zaïre)	60,8
<i>21 France (métropolitaine)</i>	<i>60,7</i>
22 Royaume Uni	60,1
23 Italie	58,7
24 Myanmar (Birmanie)	50,5
25 Corée du Sud	48,3
26 Ukraine	47,1
27 Afrique du Sud	46,9
28 Colombie	46,0
29 Espagne	43,5
30 Soudan	40,2
MONDE	6 477,5

Tableau 3 - Pays les plus peuplés,
projection 2025 (en millions d'habitants)

Indicateur (5)	Millions
1 Chine	1 476
2 Inde	1 363
<i>Union européenne (25)</i>	<i>474</i>
3 États-Unis	349
4 Indonésie	275
5 Brésil	229
6 Pakistan	229
7 Nigeria	190
8 Bangladesh	190
9 Russie	130
10 Mexique	129
11 Japon	121
12 Éthiopie	118
13 Philippines	116
14 Congo (Rép. dém.) (ex-Zaïre)	108
15 Viêt Nam	103
16 Égypte	101
17 Turquie	90
18 Iran	89
19 Allemagne	82
20 Thaïlande	70
21 Royaume Uni	65
<i>22 France (métropolitaine)</i>	<i>63</i>
23 Soudan	61
24 Myanmar (Birmanie)	59
25 Colombie	58
26 Italie	58
27 Ouganda	56
28 Tanzanie	53
29 Afghanistan	50
30 Espagne	50
MONDE	7 956

Tableau 13 - Taux d'accroissement naturel
(annuel, en %)

Indicateurs (3) - (4)	% par an
1 Niger	3,4
2 Palestine (Territoires)	3,4
3 Yémen	3,3
5 Mali	3,2
9 Congo (Rép. dém.) (ex-Zaïre)	3,1
15 Somalie	2,9
35 Sénégal	2,6
42 Pakistan	2,4
61 Côte d'Ivoire	2,2
72 Égypte	2,0
76 Bangladesh	1,9
78 Mexique	1,9
84 Venezuela	1,8
89 Centrafricaine (République)	1,7
95 Inde	1,6
100 Indonésie	1,6
114 Turquie	1,4
123 Viêt Nam	1,3
MONDE	1,2
126 Iran	1,2
148 Irlande	0,8
167 Chine	0,6
169 États-Unis	0,6
<i>175 France (métropolitaine)</i>	<i>0,4</i>
191 Royaume Uni	0,2
200 Japon	0,1
<i>Union européenne (25)</i>	<i>0,1</i>
202 Belgique	0,1
214 Pologne	0,0
220 Allemagne	-0,1
228 Hongrie	-0,4
233 Ukraine	-0,7

Tableau 14 - Indice synthétique de fécondité
(nombre d'enfants par femme)

Indicateur (7)	enf./fem.
1 Niger	8,0
3 Mali	7,1
10 Congo (Rép. dém.) (ex-Zaïre)	6,7
16 Burkina Faso	6,2
23 Nigeria	5,9
27 Palestine (Territoires)	5,6
29 Tanzanie	5,5
35 Côte d'Ivoire	5,2
37 Irak	5,1
44 Pakistan	4,8
48 Cambodge	4,5
50 Ghana	4,4
70 Bolivie	3,8
87 Égypte	3,2
93 Inde	3,0
98 Israël	2,9
MONDE	2,7
114 Indonésie	2,6
115 Mexique	2,6
123 Turquie	2,4
126 Brésil	2,4
132 Viêt Nam	2,2
141 Iran	2,1
150 États-Unis	2,0
<i>162 France (métropolitaine)</i>	<i>1,9</i>
172 Royaume Uni	1,7
186 Canada	1,5
<i>Union européenne (25)</i>	<i>1,5</i>
199 Allemagne	1,3
204 Japon	1,3
206 Italie	1,3
210 Pologne	1,2

Tableau 15 - Indice de « jeunesse »
(proportion de moins de 15 ans) (en %)

Indicateur (8)	%
1 Ouganda	51
2 Niger	48
5 Mali	47
13 Congo	46
14 Palestine (Territoires)	46
22 Guinée	44
29 Nigeria	43
55 Laos	40
71 Arabie saoudite	37
81 Philippines	35
85 Bangladesh	35
97 Pérou	32
104 Algérie	31
114 Indonésie	30
MONDE	29
124 Brésil	29
126 Israël	28
137 Tunisie	27
150 Chili	24
166 Chine	22
169 États-Unis	21
176 Australie	20
<i>187 France (métropolitaine)</i>	<i>19</i>
189 Royaume Uni	18
200 Pologne	17
<i>Union européenne (25)</i>	<i>16</i>
204 Autriche	16
209 Russie	16
218 Allemagne	15
219 Grèce	15
223 Italie	14
224 Japon	14

Tableau 16 - Indice de vieillissement
(proportion de 65 ans ou plus) (en %)

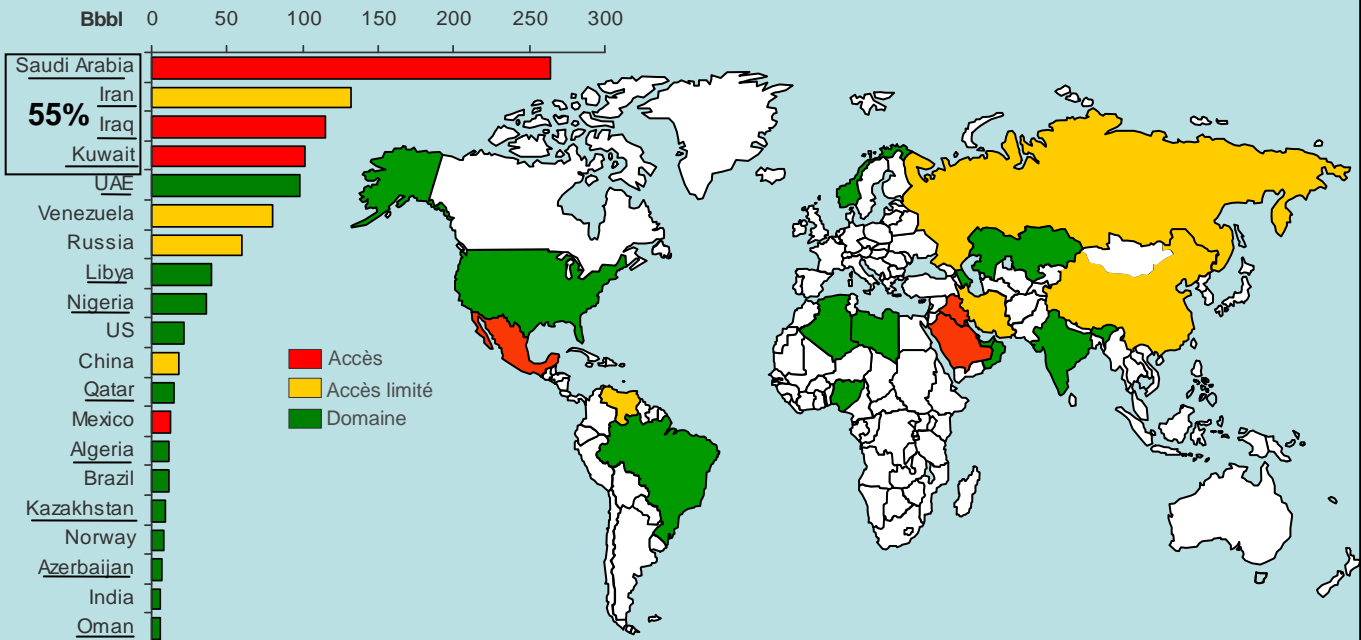
Indicateur (9)	%
1 Japon	20
2 Italie	19
3 Allemagne	18
7 Belgique	17
8 Espagne	17
<i>Union européenne (25)</i>	<i>16</i>
<i>12 France (métropolitaine)</i>	<i>16</i>
17 Royaume Uni	16
26 Danemark	15
33 Pays-Bas	14
34 Russie	13
44 États-Unis	12
54 Irlande	11
64 Israël	10
70 Corée du Sud	9
82 Chine	8
MONDE	7
91 Tunisie	7
103 Brésil	6
107 Turquie	6
113 Algérie	5
114 Pérou	5
129 Égypte	5
131 Inde	4
172 Cambodge	3
179 Palestine (Territoires)	3
187 Nigeria	3
194 Irak	3
210 Afghanistan	2
219 Niger	2
221 Koweït	2
224 Émirats arabes unis	1

Source : *population et sociétés*, n°414 juillet-août 2005 (INED)

ANNEXE 4 : LE PETROLE MUSULMAN

Pays musulmans = 80% des réserves de pétroles mondiales (55% en accès fermé ou limité)

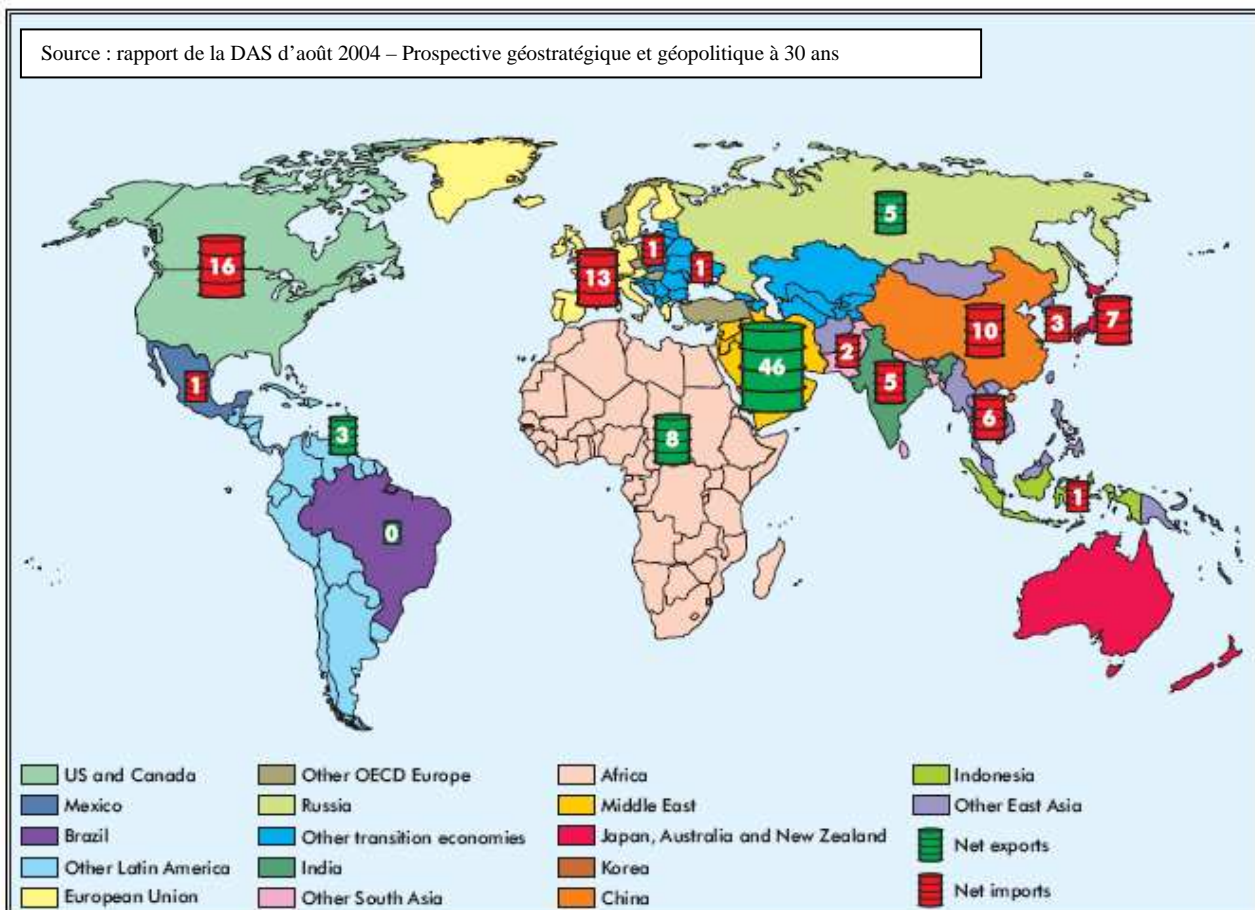
Réserves prouvées de pétrole au 01/01/2006



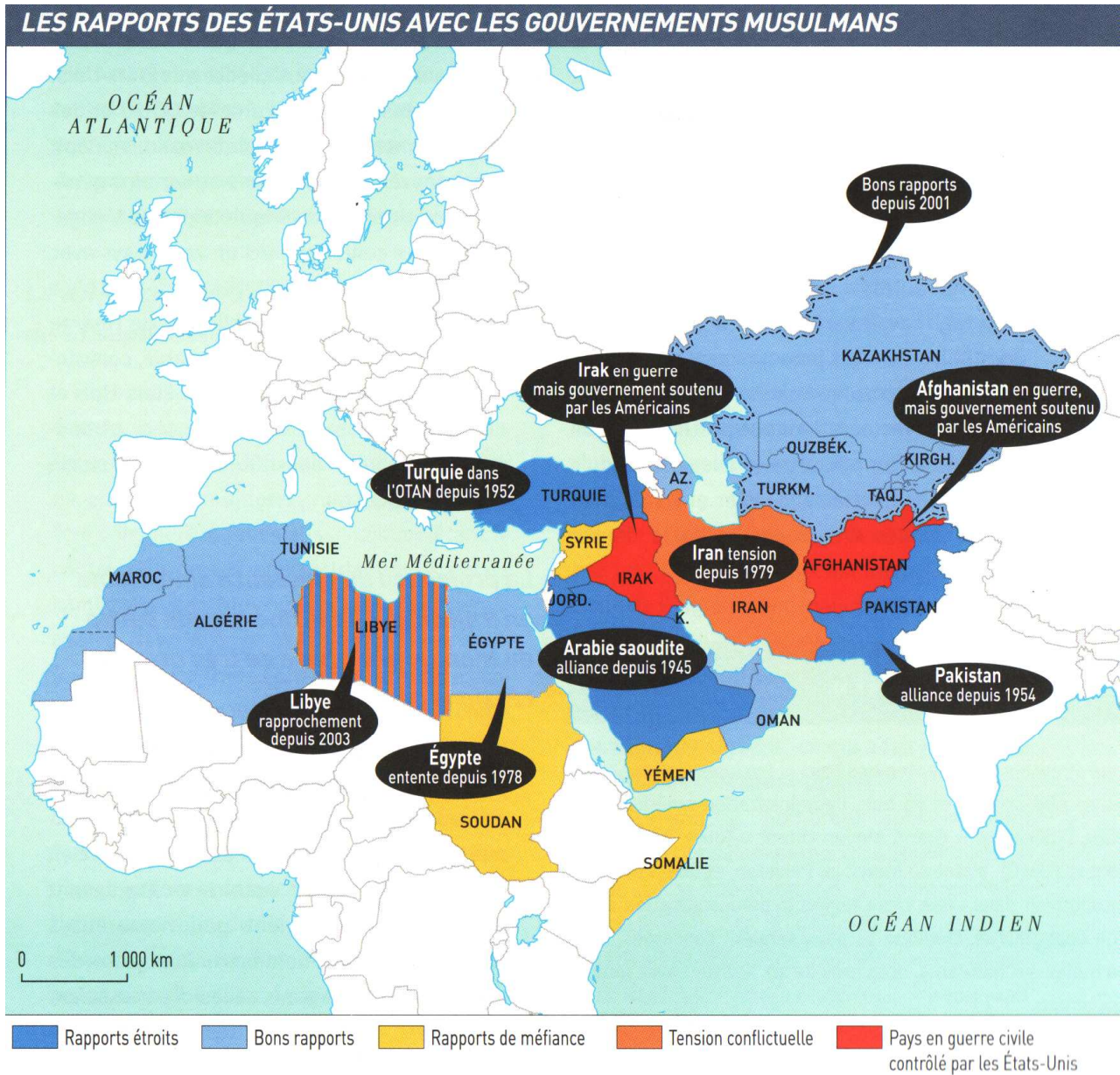
Mais des ressources comptées... jusqu'au milieu du XXI^e siècle ?

Marché du pétrole à l'horizon 2030

Source : rapport de la DAS d'août 2004 – Prospective géostratégique et géopolitique à 30 ans



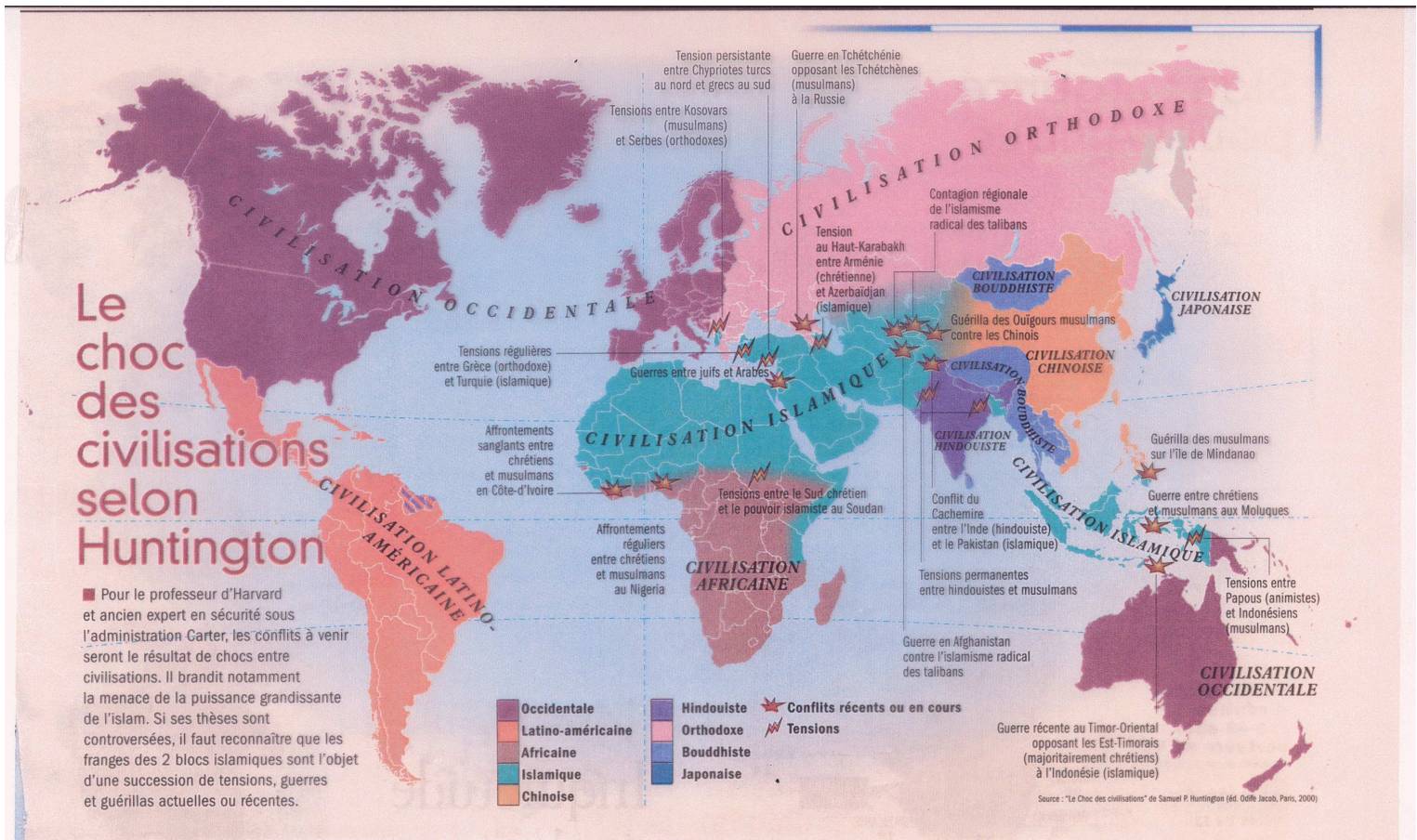
ANNEXE 5 : RAPPORTS DES ETATS-UNIS AVEC LES GOUVERNEMENTS MUSULMANS



ANNEXE 6 : LA CHINE FACE A L'ISLAM



ANNEXE 7 : L'AFFRONTEMENT SUR LES FRANGES MUSULMANES



BIBLIOGRAPHIE

- ALCADER Jean, *Le vrai Visage de l'islam*, Durtal ; Editions Kyrollos, octobre 2006.
- CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire*, Poitiers ; Editions Ellipses, janvier 2007.
- DE JAEGHERE Michel, collectif, *Le XXIème siècle sera-t-il musulman ?* ; Editions Renaissance Catholique, juillet 2004.
- DELCAMBRE Anne-Marie, *L'Islam des Interdits* ; Editions Desclée de Brouwer, octobre 2003.
- FALLACI Oriana, *La Rage ou l'Orgueil* ; Editions Plon, 2002.
- FRAMENT André, *L'islam(isme) aujourd'hui*, Dreux ; AFS, 2004.
- GALLEZ Edouard-Marie, *Le messie et son prophète*, Versailles ; Editions de Paris, 2005.
- GUERANGER Dom Prosper, *Jésus-Christ roi de l'histoire*, Saint-Macaire ; Editions Association Saint-Jérôme, juin 2005.
- HERVE-BAZIN Ferdinand, *Les grandes journées de la chrétienté*, Langon ; Editions Saint-Rémi, 2005.
- LAGARTEMPE Laurent, *Petit Guide du coran*, Versailles ; Editions de Paris, 2005.
- LAMMENS Père Henri, *L'islam, croyances et institutions*, Paris ; Editions du trident, 2002.
- LAURENT Annie, *Vivre avec l'Islam ?* ; Editions St. Paul, 1996.
- MANTRAN Robert, *Les grandes dates de l'Islam*, Poitiers ; Larousse, mars 1990.
- MARCHAND René, *Mahomet, contre-enquête* ; Editions de l'Echiquier, 2006.
- KHALIL SAMIR Samir, *Cent questions sur l'islam*, interview du père Samir Khalil Samir, propos recueillis par Giorgio Paolucci et Camille Eid, Gênes ; Editions Marietti, 2002.
- RHETORE R.P. Jacques, *Les chrétiens aux bêtes*, Paris ; Editions du Cerf ; juillet 2005.
- WARRAQ Ibn, *Pourquoi je ne suis pas musulman* ; Editions Age d'homme, 1999.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>1. Facteurs du temps long : les constantes</u>	2
<u>11. Les divisions internes de l’Islam dans la lutte pour le pouvoir</u>	2
111. Les divisions internes de l’Islam dès la mort de Mahomet	2
112. La lutte pour le pouvoir, les factions	3
113. La question du califat	4
<u>12. Volonté de conquête</u>	6
121. Le Djihad	7
122. Le marteau et l’enclume	9
123. La vision musulmane du monde	10
124. L’objectif d’un Etat totalitaire	11
<u>13. Des facteurs d’unification</u>	12
131. Une réaction originelle au christianisme et au judaïsme	12
132. Une opposition au monde occidental	14
133. Des atouts pour une identité commune	15
<u>2. Facteurs du temps court : les changements</u>	18
<u>21. L’état des lieux du monde musulman</u>	18
211. Les courants de l’Islam contemporain	18
212. Les évolutions récentes au sein des puissances musulmanes	19
213. Les pourtours extérieurs de l’islam en perte de sens spirituel	20
<u>22. Les ressources</u>	22
221. Ressources humaines	22
222. Ressources énergétiques	25
<u>23. L’instrumentalisation actuelle de l’Islam</u>	27
231. Le jeu Anglo-saxon	28

232. L'internationale communiste	30
233. Le rôle de la Chine	33
<u>3. Les modes d'action de la conquête</u>	35
<u>31. La conquête "pacifique"</u>	36
311. La pression démographique	36
312. La pression communautaire	38
312. La pression psychologique	39
<u>32. Le terrorisme islamique</u>	42
321. Une menace grandissante	43
322. L'évolution des capacités de lutte occidentales	44
323. Un défi constant	45
<u>33. La guerre islamique</u>	46
331. L'expansion progressive du croissant	46
332. Les marches du monde musulman en ébullition	47
333. Des affrontements toujours à prévoir en externe... comme en interne	48
CONCLUSION	49
ANNEXES	
Annexe 1 : Citations sur le combat : extraits du Coran	53
Annexe 2 : Le monde musulman	55
Annexe 3 : Ressources humaines	56
Annexe 4 : Le pétrole musulman	57
Annexe 5 : rapports des Etats-Unis avec les gouvernements musulmans	58
Annexe 6 : La Chine face à l'Islam	59
Annexe 7 : L'affrontement sur les franges musulmanes	60
BIBLIOGRAPHIE	61